



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# BÂTIMENTS ET CLIMAT

## Forum mondial



---

Paris, 7 et 8 mars 2024



**FORUM MONDIAL  
BÂTIMENTS ET CLIMAT  
BUILDINGS AND CLIMATE  
GLOBAL FORUM**



Forum mondial BÂTIMENTS ET CLIMAT

Paris, 7 et 8 mars 2024

# Sommaire

DÉCLARATION DE CHAILLOT.....	4
Bâtiments de la Déclaration ministérielle et Forum mondial sur le climat.....	4
DÉCLARATION MONDIALE BÂTIMENTS ET CLIMAT .....	5
ENGAGEMENTS PARTENAIRES.....	15
Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)..	15
Union Internationale des Architectes .....	17
Déclaration FIDIC.....	18
CONSTRUIRE UNE PERCÉE .....	20
LES CHIFFRES DU FORUM .....	22
BÂTIMENTS ET CLIMAT - Forum Mondial - PROGRAMME.....	23
ANNEXES.....	35
DÉCLARATION DE CHAILLOT.....	35
DES BÂTIMENTS EN PERCÉE .....	45



## DÉCLARATION DE CHAILLOT

### Déclaration ministérielle

## Forum mondial sur les bâtiments et le climat

Aperçu général - Ne fait pas partie de la Déclaration

Les 7 et 8 mars 2024, le gouvernement français et le PNUE ont organisé le premier Forum mondial Bâtiments et Climat dédié à la décarbonation et à la résilience climatique des pays.  
bâtiments.

La déclaration ministérielle vise à créer une dynamique en faveur de la décarbonation des bâtiments et de la résilience climatique en renforçant la collaboration internationale et en lançant des appels à des engagements, tant de la part des gouvernements que des acteurs étatiques et non étatiques dans les secteurs du bâtiment et de la construction.

La déclaration ministérielle est divisée en 7 parties :

- 1- Une revue des textes et déclarations internationaux contribuant à l'essor du secteur objectif(s) de transition
- 2- Une revue des enjeux identifiés dans divers rapports d'organisations internationales
- 3- Une reconnaissance du contexte spécifique de chaque pays et du rôle des bâtiments et construction dans les politiques climatiques
- 4- Une expression d'inquiétude face à l'écart grandissant entre la trajectoire souhaitée et la situation actuelle et les risques encourus
- 5- Une reconnaissance des principes à suivre en matière d'urbanisme et construction pour aligner ce secteur sur les objectifs de l'Accord de Paris
- 6- Un engagement envers des stratégies, des politiques et des mesures pour poursuivre ces principes
- 7- Une décision sur la collaboration internationale et des appels à l'action



## BÂTIMENTS ET CLIMAT DÉCLARATION GLOBALE

Nous, Ministres, réunis à Paris, en France, les 7 et 8 mars 2024, pour la première fois « Forum mondial sur les bâtiments et le climat » et appelant à de nouveaux soutiens

[Textes et déclarations approuvés de manière multilatérale]

### 1. Rappel

1.1. « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » - Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 25 septembre 2015.

1.2. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), adoptée à Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992.

1.3. L'Accord de Paris adopté lors de la COP21 à Paris, France, le 12 décembre 2015.

1.4. Le Nouvel Agenda Urbain - adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito, en Équateur, le 20 octobre 2016, et approuvé par la résolution 71/256 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 23 décembre 2016.

1.5. Résolution 76/300 de l'Assemblée générale des Nations Unies - adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 juillet 2022 - « Le droit humain à un environnement propre, sain et durable ».

1.6. La Déclaration universelle des droits de l'homme et en particulier son article 25 reconnaissant un logement adéquat comme faisant partie du droit à un niveau de vie suffisant.

1.7. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 – adopté lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon, le 18 mars 2015.

1.8. L'Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone - adopté lors de la 28e réunion des Parties au Protocole de Montréal à Kigali, Rwanda, le 15 octobre 2016. Décision XXVIII/1.

1.9. Le Cadre mondial Kunming-Montréal pour la biodiversité - Décision 15/4 adoptée lors de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique à Montréal, Canada, le 19 décembre 2022.

1.10. Le premier bilan mondial – Décision 1/CMA.5 adoptée lors de la COP28 de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Dubaï, aux Émirats arabes unis, le 13 décembre 2023.

1.11. L'engagement mondial en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et, plus particulièrement, l'engagement à travailler ensemble pour doubler collectivement le taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'environ 2 % à plus de 4 % chaque année jusqu'en 2030.



1.12. Le Partenariat de Marrakech pour une voie mondiale d'action climatique pour les établissements humains - lancé le 29 juillet 2021 avec les champions du climat pour aider les parties et les parties prenantes non parties à identifier les actions nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

1.13. Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et en particulier son récent sixième rapport d'évaluation (GIEC-AR6).

1.14. Le travail du Forest & Climate Leaders' Partnership (FCLP) et notamment sa déclaration approuvée par l'Initiative pour une construction plus verte avec du bois durable le 6 décembre 2023 lors de la 28e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques.

[Faits publiés par les organisations internationales]

## 2. Reconnaître

2.1. Le secteur du bâtiment et de la construction est responsable de plus de 34 % de la demande énergétique et d'environ 37 % des émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie (soit 21 % des émissions totales de gaz à effet de serre, soit environ 12 GtCO<sub>2</sub>) à l'échelle mondiale. Ces émissions proviennent à la fois de la consommation d'énergie, dont 9 % sont liés à la combustion et 19 % à la consommation d'électricité ou de chaleur du réseau, et de l'utilisation de matériaux de construction, qui représente encore 9 %.

2.2. Au cours des dernières décennies, les bâtiments ont été de plus en plus exposés aux aléas liés au climat. Les prévisions internationales prévoient une intensification de ces phénomènes : les vagues de chaleur, exacerbées dans les villes en raison de l'effet d'îlot de chaleur urbain, affecteront environ 1,6 milliard de personnes, les soumettant à des températures extrêmement élevées ; l'élévation du niveau de la mer exposera 800 millions de personnes dans plus de 570 villes à des inondations côtières d'ici 2050 ; des vents plus forts et de fortes pluies, entraînant des inondations et responsables de 47 % des catastrophes liées aux conditions météorologiques, peuvent entraîner une contamination, une défaillance structurelle et des dommages aux bâtiments. effondrement. Ces aléas liés au climat affecteront davantage les pays et les villes des pays en développement et creuseront donc les inégalités entre les régions.

Compte tenu de la longue durée de vie des bâtiments, les bâtiments existants et les nouvelles constructions doivent être adaptés aux conditions climatiques locales attendues jusqu'en 2100, conformément aux rapports élaborés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

2.3. Selon les tendances économiques mondiales actuelles, la demande mondiale de matières premières devrait presque doubler d'ici 2060, les matériaux de construction devant dominer. L'extraction de la plupart des minéraux contenus dans les matériaux de construction repose sur des méthodes à forte intensité énergétique qui ont des conséquences néfastes sur l'environnement et les communautés locales. Ces pratiques contribuent à la perte de biodiversité et à la rareté de l'eau.

La transformation, la production et le transport des matériaux de construction sont également responsables d'une quantité importante d'émissions et de produits chimiques polluants qui affectent négativement la biodiversité et la santé humaine. Parallèlement, 100 milliards de tonnes de déchets sont générés chaque année par les processus de construction, de démolition et de rénovation ; la plupart des matériaux sont gaspillés à la fin de leur utilisation, dont environ 35 % sont envoyés dans des décharges.


2.4. 55 % de la population mondiale vit actuellement en zone urbaine. Ce chiffre devrait atteindre 68 % d'ici 2050. La combinaison de l'exode rural et de la croissance démographique globale pourrait amener 2,5 milliards de personnes supplémentaires à vivre dans les zones urbaines d'ici 2050. Ces évolutions affecteront particulièrement les pays en développement, où les villes ne disposent souvent pas des capacités et des ressources nécessaires pour accueillir la croissance attendue de manière durable et neutre pour le climat.

2.5. D'ici 2060, la superficie couverte par le secteur du bâtiment doublera à l'échelle mondiale, ajoutant plus de 230 milliards de m<sup>2</sup> de nouveaux bâtiments à la construction. Il pourrait tripler sur le continent africain et même probablement quadrupler dans les pays à urbanisation rapide.

2.6. Selon ONU-Habitat, on estime que différentes formes d'inadéquation du logement touchent plus de 1,6 milliard de personnes dans le monde, dont près de 1,1 milliard résident dans des bidonvilles et des établissements informels. Avec la croissance de la population mondiale, la demande de logements et de bâtiments va continuer à augmenter. Cette demande, combinée aux impacts climatiques, aggrave les multiples défis auxquels est confronté le secteur du logement à l'échelle mondiale : pénurie de logements, sans-abrisme, accès à un logement adéquat, durable et abordable, pauvreté énergétique et manque d'accès aux services de base, augmentation des établissements informels et exposition aux risques et vulnérabilité.

2.7. La rareté des ressources naturelles et l'impact des aléas liés au climat entraîneront également des mouvements de population considérables, augmentant la demande de bâtiments et les besoins d'adaptation, risquant d'exacerber les inégalités sociales et la précarité.





2.8. 158 pays font référence aux politiques du secteur du bâtiment et de la construction dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) de 2021 au titre de l'Accord de Paris. En 2021, 79 pays sur 196 (40 %) disposaient de codes énergétiques du bâtiment qui étaient soit obligatoires pour au moins une partie du parc immobilier, soit comportant un élément volontaire. Malgré cela, seuls 26 % des pays disposaient de codes obligatoires pour l'ensemble du secteur du bâtiment, dont une partie présentait des incertitudes en matière de conformité.

[Contexte national et secteur du bâtiment]

### 3. Reconnaître

3.1. Que le secteur du bâtiment est difficile à décarboner compte tenu de la complexité de sa chaîne de valeur et de l'interdépendance de ses parties prenantes. Ce secteur doit améliorer considérablement son action et permettre une vision partagée, une coordination, une coopération et une confiance.

3.2. Les différentes situations des pays, tant en termes de parc immobilier existant que de nécessité de nouveaux logements et bâtiments, de capacités financières, techniques et de main-d'œuvre, de disponibilité matérielle et de besoin urgent de logements économes en énergie, adaptés au climat et résilients. bâtiments.

3.3. Le rôle central du secteur du bâtiment dans la réduction des émissions de GES et l'importance de l'adaptation pour les établissements humains.

3.4. La nécessité de mettre en œuvre des politiques et des actions judicieuses pour éviter les effets de verrouillage :

- diminuer de manière drastique et systématique les émissions de GES des installations existantes et nouveaux bâtiments;
- améliorer l'absorption et le stockage du carbone en milieu urbain ;
- adapter les bâtiments existants et nouveaux au changement climatique actuel et futur.

[lacunes et risques]

### 4. Sont concernés par

4.1. L'écart croissant actuel entre les performances énergétiques et climatiques réelles du secteur du bâtiment et la voie nécessaire pour parvenir à sa décarbonation et à sa résilience, ce qui conduit le secteur à rester en retard alors que les améliorations sont dépassées par l'expansion rapide de la superficie ;

4.2. Le volume insuffisant de rénovation de bâtiments et de construction de bâtiments durables ;





4.3. Investir aujourd'hui dans de nouveaux systèmes de chauffage et de refroidissement à forte intensité de carbone, qui enferment des solutions non durables pour leur cycle de vie prévu et entraînent une augmentation des émissions de GES, malgré l'existence d'alternatives sans carbone et économiquement avantageuses ;

4.4. La surexploitation des ressources naturelles pour les matériaux de construction, qui peut être un facteur majeur d'une perte considérable de biodiversité et d'une dégradation plus large de l'environnement ;


4.5. Poursuite des investissements et de la construction dans les zones exposées aux risques climatiques et de nouveaux bâtiments à forte intensité de carbone qui mettent en péril le bien-être et la santé des habitants, la résilience des villes et la stabilité économique à long terme du secteur immobilier ;

4.6. La nécessité d'accroître les flux financiers, tant privés que publics, pour répondre aux besoins et les exigences de construction durable, de rénovation et d'adaptation des bâtiments, en particulier dans les pays en développement.

[Objectifs]

## 5. Reconnaître

L'importance d'accélérer la transition vers un secteur du bâtiment cohérent avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris en 2015, du Pacte climatique de Glasgow en 2021, du Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh en 2022 et des résultats du premier bilan mondial en 2023 , et en gardant l'objectif de 1,5 °C à portée de main ;



Cette transition devrait être mise en œuvre, ou encouragée, selon que de besoin et d'application, en tenant compte de la division nationale des juridictions des pays, à travers les objectifs opérationnels suivants :

5.1. Aménagement : développer des politiques d'urbanisme intégrées visant une plus grande résilience, efficacité et suffisance pour tous les bâtiments, espaces urbains, quartiers et habitants à tous les niveaux (national, régional et local), notamment à travers :

[Résilience]

(5.1.1.) Construire uniquement dans des zones appropriées, ou avec des mesures d'adaptation appropriées, pour réduire l'exposition aux risques liés au climat et à la nature, tels que les niveaux et variations extrêmes de température, tout en évitant de contribuer aux îlots de chaleur urbains, aux crues soudaines et aux inondations ;

[Actifs existants]

(5.1.2.) Minimiser l'imperméabilisation des sols et l'étalement urbain, la perte de terres naturelles et de superficies en donnant la priorité à la régénération urbaine et à la réutilisation des friches industrielles ;

[Nature]

(5.1.3.) Sauvegarder et améliorer la biodiversité et la santé des sols, ainsi que renforcer la résilience, l'adaptation, la santé et le bien-être humains grâce à une approche intégrée basée sur des infrastructures vert-bleu et des solutions fondées sur la nature ;

[Ville/urbanisme]

(5.1.4.) Promouvoir des espaces denses, socialement et fonctionnellement mixtes, des quartiers inclusifs et qualitatifs bien intégrés, notamment pour améliorer la mobilité durable ;


[Intégration urbaine]

(5.1.5.) Prendre en compte les interactions entre les bâtiments, les quartiers, les espaces urbains et leur contexte lors des phases de planification, de construction et de gestion.

5.2. Construction/Rénovation : Planifier, concevoir, construire, exploiter et gérer des bâtiments durables, culturellement, fonctionnels, sociaux et économiques adaptés au climat, économes en ressources, à zéro émission, sains, sûrs, flexibles et résilients grâce à une approche de cycle de vie complet, notamment par :

[Résilience]

(5.2.1.) Anticiper, se préparer et s'adapter aux conditions climatiques changeantes, aux risques naturels et aux événements météorologiques extrêmes ;



[Actifs existants]

(5.2.2.) Donner la priorité à la réutilisation, à la réaffectation et à la rénovation des bâtiments et des infrastructures existants afin de minimiser l'utilisation de ressources non renouvelables, de maximiser l'efficacité énergétique et d'atteindre la neutralité climatique, la durabilité et la sécurité, en mettant particulièrement l'accent sur les bâtiments les moins performants ;

[Performances passives]

(5.2.3.) Donner la priorité à une conception globale intégrée, à la modernisation des structures et des enveloppes des bâtiments et à la cohérence entre la conception, la construction et l'exploitation pour garantir l'efficacité énergétique et un environnement intérieur sain par des moyens passifs et, si nécessaire, en installant uniquement des systèmes à haute efficacité énergétique, équipements et appareils électroménagers;

[Matériaux]

(5.2.4.) Donner la priorité aux actifs sur site, au recyclage et à l'utilisation en fin de vie, aux matériaux, produits et composants locaux, durables, bio/géo-sourcés, à faible teneur en carbone et économes en énergie garantissant un entretien et une réparation faciles pour prolonger la durée de vie, aligné sur les principes de l'économie circulaire, de l'écoconception, de la suffisance et de la prévention des déchets, en améliorant le bilan carbone grâce au stockage et à l'absorption dans les matériaux de construction ;

[Électrification]

(5.2.5.) Accélérer l'électrification des bâtiments afin de réduire les émissions directes et les polluants conventionnels ;

[Chantier de construction]

(5.2.6.) Minimiser la consommation d'eau et d'énergie, les déchets et la pollution générée ainsi que la perte de biodiversité sur les chantiers de construction ;

[Énergie et gaz réfrigérant]

(5.2.7.) Utiliser des sources d'énergie à émissions nulles ou faibles pour les services du bâtiment (c'est-à-dire le chauffage, la climatisation, la ventilation, l'éclairage, etc.), entre autres pour la production d'énergie renouvelable sur site, en limitant la compensation et en réduisant les fuites de gaz et de HFC dans utilisation et rejet dans l'air mis à disposition des équipements ;

(5.2.8.) Améliorer la flexibilité de la demande énergétique, développer des réseaux locaux à différents niveaux pour optimiser les ressources renouvelables et promouvoir les comportements et la planification économes en énergie, y compris la suffisance, le cas échéant.



[Voies, politiques et mesures nationales]

#### 6. S'engager à


Établir et mettre en œuvre, conformément à l'Accord de Paris et à ses objectifs, des voies inclusives de décarbonation et de résilience pour les bâtiments à tous les niveaux, en tenant compte des objectifs opérationnels énoncés ci-dessus (point 5) et en mettant en œuvre des politiques et mesures nationales, le cas échéant et applicables en tenant compte de la répartition nationale des compétences des pays, nécessaire pour atteindre cette dernière, telles que :

6.1. Mettre en œuvre des feuilles de route et des cadres réglementaires à long terme, des codes de construction et de l'énergie obligatoires pour tous les bâtiments, ou soutenir leur adoption au niveau infranational ; exigeant une conception globale intégrée;

6.2. Mettre en œuvre un cadre financier approprié, y compris des incitations financières et fiscales et des outils réglementaires tels que des taxonomies, pour augmenter considérablement les bâtiments abordables, proches de zéro émission et résilients au climat et éliminer progressivement le financement des bâtiments émissifs et non résilients ;

6.3. Faire progresser et promouvoir l'adoption de normes, de labels et de certifications dans le secteur du bâtiment et de la construction ou soutenir leur adoption au niveau infranational ;

6.4. Montrer l'exemple grâce à des politiques de marchés publics ambitieuses, en accordant une attention particulière aux marchés publics de bâtiments ;

- 
- 6.5. Promouvoir la production, le développement et l'utilisation de matériaux de construction à faible émission de carbone et issus de sources durables à des coûts abordables ;
- 6.6. Promouvoir des chaînes de valeur collaboratives, ainsi que la recherche et le développement de solutions innovantes, durables, abordables, rentables et saines, en particulier pour les industries conventionnelles et difficiles à réduire, en améliorant l'approvisionnement local en solutions traditionnelles appropriées de faible technologie ;
- 6.7. Améliorer les compétences et le renforcement des capacités à tous les niveaux, notamment en renforçant le savoir-faire local et en garantissant que les conditions de travail sont protégées et améliorées par des stratégies d'atténuation et d'adaptation ;
- 6.8. Développer une gouvernance à plusieurs niveaux, une coordination multipartite et une approche participative pour garantir une mise en œuvre, une coordination et une conformité appropriées ;
- 6.9. Développer des outils et des cadres réglementaires pour collecter et partager les meilleures pratiques et les données géographiques, énergétiques et environnementales nécessaires à une prise de décision efficace ;
- 6.10. Partager les meilleures pratiques pour accroître la sensibilisation et plaider en faveur de choix durables.

[Collaboration internationale]

7. Tenant compte de l'interdépendance et de l'interdépendance de tous les pays face au changement climatique, qui exigent une action urgente et concertée pour réduire les émissions et atténuer les conséquences, ainsi que de la nécessité d'une coopération mondiale, régionale et bilatérale, et reconnaissant la nécessité d'une action mondiale pour aligner le système et les flux financiers sur l'objectif de l'Accord de Paris, s'engager à :

7.1. Poursuivre les efforts d'implication de tous les acteurs de la chaîne de valeur des bâtiments pour renforcer coopération à tous les niveaux, notamment par l'assistance technique, le transfert de technologie, l'amélioration des flux financiers et des cadres visant à accroître les ambitions et à transformer les marchés, et à promouvoir le soutien aux pays en développement. Par conséquent, nous:

(7.1.1.) Encourager les forums internationaux tels que les COP du G7, du G20, du G77 et de la CCNUCC, les organismes multilatéraux et les IFI à aborder spécifiquement la question du recours à des groupes de travail dédiés et à mieux prendre en compte les besoins de construction durable, le potentiel d'atténuation et les besoins d'adaptation du monde réel. secteur de l'immobilier, du logement et de la construction ;

(7.1.2.) Encourager tous les acteurs de la chaîne de valeur des bâtiments à s'engager immédiatement et à améliorer leur action pour permettre les changements nécessaires à tous les niveaux et à collaborer à travers des initiatives telles que Buildings Breakthrough ;

(7.1.3.) Reconnaître le rôle important de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction, sous la direction du Secrétariat hébergé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en tant que plateforme prééminente permettant aux gouvernements de collaborer dans la poursuite de la décarbonation et de la résilience des bâtiments.

7.2. Créer un « Conseil intergouvernemental pour les bâtiments et le climat » réunissant les gouvernements et facilité par l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction, pour échanger des idées, partager les réalisations, surmonter les obstacles, formuler des recommandations, discuter des suivis et évaluer la mise en œuvre de cette Déclaration et, par exemple. concernés, d'autres initiatives, recommandations et plans d'action intergouvernementaux.

Ce conseil intergouvernemental réunira :

- deux fois par an en ligne, au niveau de la haute administration, pour s'informer des dernières actualités et développements dans chaque pays et pour échanger des informations et partager des expériences sur les politiques et pratiques ;
- Annuellement, au niveau ministériel, en lien avec un événement international (Forum urbain mondial, UNFCCC-COP, UNEA, etc.) ;
- Si possible, tous les 3 ans avec les parties prenantes, dans le cadre d'un « Forum Mondial Bâtiments et Climat ».

[Expression de remerciements]

8. Exprimons nos sincères remerciements au gouvernement français pour avoir rendu possible le Forum mondial sur les bâtiments et le climat, pour l'avoir aimablement accueilli et facilité, ainsi que pour son engagement aimable et son leadership pour assurer le succès de cet événement.



## ENGAGEMENTS PARTENAIRES



### Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)

Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) est fier d'annoncer le lancement officiel du [programme d'action pour la transformation du marché de l'environnement bâti](#) lors du premier Forum mondial Bâtiments et Climat organisé à Paris.

Le programme d'action pour la transformation du marché rassemble les acteurs de l'environnement bâti de tout au long de la chaîne de valeur pour surmonter les principaux obstacles qui nous empêchent d'atteindre un environnement bâti net zéro. Il reconnaît que l'ampleur du changement dont l'industrie a besoin n'est possible qu'avec une collaboration profonde et radicale, afin de atteindre nos objectifs climatiques de réduction de moitié des émissions d'ici 2030 et d'atteindre zéro émission nette d'ici 2050.

Le Programme d'action, co-créé par plusieurs centaines de représentations de plus de 100 entreprises et organisations, s'appuie sur les principes fondamentaux du [marché. Leviers de transformation](#) pour un environnement bâti net zéro, développé par l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction (GlobalABC) pour

- Adopter une réflexion axée sur le cycle de vie et une évaluation du carbone sur toute la vie dans toute la valeur chaîne;
- Intégrer les coûts du carbone dans la prise de décision et les refléter dans le prix des produits et services tout au long de la chaîne de valeur, y compris dans les achats et la taxonomie ;
- Transformer la dynamique de l'offre et de la demande pour encourager les solutions à faibles émissions de carbone basé sur l'approche Whole-Life Carbon.

L'approche holistique et basée sur la performance qui sous-tend ces trois leviers de transformation du marché représente une opportunité pour toutes les parties prenantes d'innover et de faire évoluer des solutions tout au long de la chaîne de valeur, adaptées à leur contexte et à leur environnement et conduisant à terme à un changement transformateur pour tous.

\*\*\*

Lors de la plénière d'engagement mondial du 8 mars 2024, [Dame Jo da Silva, directrice mondiale du développement durable chez Arup, a officiellement présenté le programme d'action pour la transformation du marché](#). au nom du WBCSD devant un public de 1'000 participants issus des gouvernements, de l'industrie, de la finance, des villes et des organisations représentant plus de 70 pays.

[Benoit Bazin, PDG de Saint-Gobain, l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux de construction, a ensuite présenté les messages clés de la table ronde des PDG du Forum mondial organisé la veille. Il a souligné l'engagement et l'alignement forts de l'industrie pour résoudre les défis majeurs auxquels notre planète est confrontée, et il a souligné la collaboration sans précédent qu'il constate tout au long de la chaîne de valeur, comme en témoigne le programme d'action pour la transformation du marché.](#)

Au nom des chefs d'entreprise réunis, Benoit Bazin a salué la Déclaration ministérielle de Chaillot annoncée ce jour-là et a réitéré que le monde des affaires est prêt à la soutenir.

Le programme d'action pour la transformation du marché et le programme Buildings Breakthrough se soutiennent fortement mutuellement dans la mise en œuvre d'actions afin que la collaboration englobe les acteurs du secteur privé et du secteur public qui stimulent les progrès vers un objectif commun.

« Nous appelons toutes les parties prenantes à rejoindre le programme d'action pour la transformation du marché, car il ne s'agit pas uniquement de bâtiments ; il s'agit de transformer notre monde. Si nous voulons décarboniser, si nous voulons créer de la résilience, si nous voulons créer un monde prêt pour l'avenir, nous devons le faire ensemble. Peter Bakker, président et chef de la direction, WBCSD.







## Union internationale des architectes

L' ARCHITECTURE DURABLE POUR TRANSFORMER LE MONDE D'AUJOURD'HUI EN LA DÉCLARATION DU MONDE DE DEMAIN est le résultat d'une collaboration entre le Union Internationale des Architectes, Conseil des Architectes d'Europe et Conseil National de l'Ordre des Architectes.

Nous, architectes, dirigeants et représentants de la profession d'architecte Rappelant nos multiples engagements pris antérieurement en faveur du développement durable et pratique responsable :

Reconnaissant que la réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue d'atteindre des émissions proches de zéro d'ici 2030 et la décarbonation d'ici 2050 sont des objectifs ambitieux, mais réalisables.

Conscient de l'importance de l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur du bâtiment pour influencer le développement éthique, socialement responsable et durable à travers le monde.

Nous nous engageons à faire de l'architecture un levier économique au service des habitants et de la planète en respectant les orientations suivantes :

- Privilégier la réhabilitation des bâtiments existants de manière vertueuse plutôt que d'en construire du neuf.  
La gestion des déchets la plus efficace consiste à empêcher leur production.
- Décarboner la construction en favorisant le développement de nouvelles filières matériaux. Transition des matériaux à forte intensité de carbone et d'énergie vers des matériaux neutres en carbone et renouvelables. Mettre en œuvre une architecture de chaîne d'approvisionnement courte en favoriser le recours aux filières de production locales pour la construction à base d'éco-matériaux sur les ressources locales.
- Donner la priorité à une utilisation responsable des sols en influençant la planification urbaine pour prévenir l'étalement urbain, promouvoir des solutions innovantes, encourager la rénovation et l'utilisation des parc urbain existant et la mise en œuvre d'une expertise multidisciplinaire.
- Protéger et promouvoir la biodiversité en influençant la planification urbaine pour développer et entretenir les terres agricoles et les espaces naturels, ainsi que les espaces verts dans les espaces urbains.
- Souligner le besoin urgent d'une Baukultur de haute qualité , qui met la culture au centre étape afin de réaliser des communautés durables et dynamiques avec une meilleure qualité de vie et de bien-être pour tous.
- Plaider pour un financement approprié et des aides publiques pour couvrir les éventuels surcoûts induits par l'introduction de nouvelles techniques de construction architecturale durable.  
Soutenir la recherche académique en éco-conception et en solutions durables innovantes.

C'est notre engagement renouvelé pour une architecture plus durable POUR TOURNER LE LE MONDE D'AUJOURD'HUI DANS LE MONDE DE DEMAIN.

SECRETARIAT GENERAL DE L'UIA

Tour Maine Montparnasse BP.158

- 33, avenue du Maine - 75755 Paris cedex15-France - Tél : +33 1 45 24 36 88 [www.uia-architectes.org](http://www.uia-architectes.org)



## Déclaration FIDIC

La FIDIC est la fédération internationale des ingénieurs-conseils, représentant 100 cents associations membres nationales, plus de 40 000 entreprises et plus d'un million d'ingénieurs professionnels à travers le monde, au Nord et au Sud.

La FIDIC reconnaît que le secteur de la construction est l'un des plus grands émetteurs de GES au monde et que l'environnement bâti est vulnérable au changement climatique dans tous les pays du monde.

La FIDIC salue le Buildings Breakthrough et le Buildings & Climate Global Forum 2024 à Paris, ainsi que la « Déclaration de Chaillot » qui en résulte.

La FIDIC est convaincue que de nombreuses solutions techniques permettant d'atteindre des bâtiments résilients et proches de zéro émission nette sont déjà disponibles, à la fois grâce aux pratiques traditionnelles et aux innovations récentes, mais que, pour être intégrées, elles nécessitent un soutien politique et financier supplémentaire à tous les niveaux de gouvernement.

En plus de la Charte Climat FIDIC 2021, un ensemble d'actions de soutien est actuellement en cours de déploiement au sein de la FIDIC, qui s'aligne complètement sur et amplifie la Charte 2030.

Percée dans la construction :

- Proposer une spécification d'approvisionnement net zéro pour le FIDIC mondialement reconnu suite de contrats d'ingénierie, depuis les services de consultants jusqu'à la conception-construction et les marchés de travaux de construction ;
- Le déficit d'investissement dans les bâtiments durables et les achats sont liés aux achats. infrastructure – FIDIC a engagé EY pour examiner les exigences par rapport aux exigences actuelles statut et a constaté un déficit de financement de 64 000 milliards de dollars jusqu'en 2050.
- Partager les principes et les ressources de décarbonation sur l'ensemble du cycle de vie au sein de la communauté des ingénieurs, fournissant des conseils pratiques pour la décarbonation des le secteur des infrastructures et avec les parties prenantes tout au long du cycle de vie des actifs (collaboration avec Arcadis et Ramboll)
- Promouvoir des solutions basées sur la nature dans la conception des actifs pour accélérer la promotion de la nature positive résultats (collaboration avec WWF et AECOM) dans le développement des infrastructures – un nouveau chapitre sur le soutien aux achats respectueux de l'environnement est en cours d'élaboration.

Dans ce contexte, les efforts réglementaires dans le code de la construction ainsi que les ensembles de données climatiques accessibles au public sont les bienvenus pour l'atténuation et l'adaptation de l'environnement bâti.

La FIDIC propose aux parties de participer à son GLF Global Leadership Forum à Genève en avril 2024 et est ouverte à un dialogue réglementaire et volontaire sur les initiatives climatiques.





## CONSTRUIRE UNE PERCÉE



La déclaration de Chaillot encadre la collaboration internationale pour la décarbonation et l'augmentation de la résilience des bâtiments au niveau politique et dans son paragraphe (7.1.2.) précise « Encourager toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur des bâtiments à s'engager immédiatement et à améliorer leur action pour permettre les changements nécessaires à tous les niveaux et à collaborer à travers des initiatives telles que le Buildings Breakthrough ».

La percée des bâtiments, lancée avec succès lors de la COP28 à Dubaï, est un programme dirigé par la France et le Maroc, axé sur la mise en œuvre d'un nombre limité d'actions collectives prioritaires pour faire des bâtiments à émissions proches de zéro et résilients au climat la norme d'ici 2030. L'accent est mis sur de nouveaux bâtiments et rénovations profondes.

Le Buildings Breakthrough fait partie de l'agenda Breakthrough lancé lors de la COP26 dans le but de couvrir tous les secteurs à fortes émissions pour la décarbonation d'ici 2030. Le secrétariat de GlobalABC, hébergé par le PNUÉ, coordonne le Buildings Breakthrough.

Le Buildings Breakthrough peut être considéré comme un outil opérationnel pour la mise en œuvre de la déclaration ; certains pays avancés se sont engagés à proposer des solutions internationales à fort impact pour faciliter la transition de tous les pays.

Ces solutions sont proposées en étroite collaboration avec des initiatives. 28 pays<sup>1</sup> et 26 initiatives ont rejoint le programme,

Les actions prioritaires pour 2024 et 2025 annoncées lors du Forum (voir plus de détails en annexe) sont les suivantes :

### 1. Normes et certifications :

Élaborer des définitions et des évaluations pour des bâtiments à émissions proches de zéro et résilients.

(NZERB) et identifier les voies de mise en œuvre en : - travaillant à

l'établissement d'un cadre modèle de transparence d'ici la COP29 ;

- travailler à l'établissement d'un modèle de cadre de mesure pour aligner le carbone tout au long de la vie évaluations et évaluations de la résilience d'ici la COP30 ;

- développer des principes pour aligner les normes et systèmes de certification actuels avec NEZERBES

---

<sup>1</sup> Arménie, Autriche, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Finlande, France, Allemagne, Ghana, Guinée-Bissau, Japon, Jordanie, Kenya, Libéria, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Pays-Bas, Norvège, Sénégal, Suède, Tunisie, Turquie, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique et Zambie



## 2. Création de la demande :

Renforcer les alliances et les engagements existants en matière d'approvisionnement à faible émission de carbone dans les secteurs public et privé pour des achats « de bâtiment dans son ensemble » et « pièce par pièce » ; et partager les meilleures pratiques d'approvisionnement, définir les exigences techniques minimales du modèle et établir une « politique de prêcher par l'exemple » pour l'approvisionnement et le déploiement du NZERB dans l'ensemble des bâtiments occupés par le gouvernement.

## 3. Finances et investissements :

Viser à clarifier et à amplifier l'impact du secteur financier sur l'atténuation, l'adaptation et la résilience au sein du secteur du bâtiment en continuant à accroître la disponibilité, la coordination et l'efficacité du financement pour des projets de construction à émissions proches de zéro et résilients, ainsi que l'assistance technique connexe, avec un focus sur les pays émergents et en développement.

## 4. Recherche et déploiement :

Coordonner avec les pays et les entreprises pour identifier conjointement les lacunes en matière de connaissances, partager les priorités de RD&D et tirer parti des réseaux existants, et travailler à travers ceux-ci pour rassembler l'expertise et des membres supplémentaires dans les pays. Les initiatives et les pays devraient s'efforcer de rendre facilement accessibles des recherches de haute qualité et des meilleures pratiques au sein de ces réseaux.

## 5. Capacités et compétences :

Coordonner avec les pays et les entreprises pour identifier conjointement les priorités en matière de formation et de renforcement des capacités (y compris les capacités institutionnelles) et tirer parti des réseaux existants pour partager les ressources et les outils de renforcement des capacités dans toutes les régions, en mettant l'accent sur l'établissement et le respect des codes du bâtiment (conformément aux principes et exigences du NZERB). Les pays et les initiatives devraient s'efforcer d'inclure les principes et pratiques du NZERB dans les programmes d'études, les programmes de formation et les cadres d'accréditation des établissements d'enseignement.

## 6. Coordination paysagère :

Améliorer la coordination et la transparence de la collaboration internationale sur les bâtiments à émissions proches de zéro et résilients.

## 7. Prochaines étapes :

- Élaborer un plan de travail en collaboration avec les organisations partenaires menant à soutenir les initiatives (chronologie); se concentrer sur les livrables de la COP29.
- Travailler les actions prioritaires en groupes de travail (avec les partenaires et les pays sous chaque action) : mettre en place des GT (si possible en relation avec les GlobalABC Hubs).

## LES CHIFFRES DU FORUM

### Chiffres du Forum

1 450 personnes ont assisté au forum

76 nationalités représentées

190 haut-parleurs

20 séances thématiques, 10 dialogues de haut niveau, 4 séances plénières

96 exposants

45 journalistes

### Chiffres de la délégation

239 membres de délégations officielles

50 pays à la table des négociations le jour du forum

24 ministres présents

### Chiffres de la déclaration

45 pays présents lors des négociations sur le texte

70 pays ont approuvé le déclaration le 8 mars

## LES CHIFFRES DU FORUM

### Forum Chiffres

1 450 personnes présentes au forum

76 Nationalités représentées

190 intervenants

20 séances thématiques, 10 dialogues de haut niveau, 4 plénières

96 exposants

45 journalistes

### Chiffres des délégations

239 membres de délégations officielles

50 pays à la table des négociations le jour du forum

24 ministres présents

### Chiffres déclaration

45 pays présents lors des négociations du texte

70 pays soutiennent la déclaration à la date du 8 Mars



## BÂTIMENTS ET CLIMAT - Forum mondial

### PROGRAMME



#### JEUDI 7 MARS 2024 – JOURNÉE THÉMATIQUE

8h00	Café de bienvenue
9h15-10h15	<p>Plénière d'ouverture  <a href="https://youtu.be/PTGwoOZWDqE">https://youtu.be/PTGwoOZWDqE</a></p> <p>Vers un secteur du bâtiment et de la construction zéro émission, efficace et résilient, où en sommes-nous ?</p> <p>Cette session a exploré l'état actuel du secteur du bâtiment en matière de décarbonation et de résilience. Comprend la présentation du rapport annuel sur la situation mondiale des bâtiments et de la construction.</p> <p><b>Traduction simultanée anglais/français</b></p> <p>Ligia Noronha, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice du Département de l'environnement des Nations Unies Programme, bureaux de New York</p> <p>Christophe Béchu, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, France</p> <p>Jamie Fergusson, directeur mondial, Climate Business, IFC, Banque mondiale</p> <p>Roland Roesch, directeur, Centre d'innovation et de technologie, IRENA</p> <p>Natalia Alonso-Cano, chef du bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale, UNDRR</p>
Séances thématiques	
10h30-11h45	<p>Les séances thématiques couvraient cinq volets principaux : Urban et compétences (piste 1) ; Énergie (piste 2); Finances (piste 3); Méthodes et construction (piste 4); Matériaux (piste 5). Il y avait quatre tours au cours de la journée et chaque tour comportait 5 à 6 séances en parallèle.</p> <p>Séances thématiques : Round 1</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242B - Piste 1 : Des racines locales à l'impact mondial - Explorer le rôle des acteurs locaux les gouvernements dans une gouvernance multiniveau efficace pour décarboner les bâtiments  <a href="https://youtu.be/Yxnpbq1VkyU">https://youtu.be/Yxnpbq1VkyU</a></li> </ul> <p>Cet événement a présenté les enseignements et les défis des gouvernements locaux, discuté des feuilles de route pour l'action climatique et de la manière dont elles peuvent améliorer la gouvernance à plusieurs niveaux et permettre aux gouvernements locaux de jouer un rôle central dans le processus de décarbonation du secteur du bâtiment et de la construction.</p> <p>Il a également souligné comment les gouvernements locaux peuvent apporter des changements pour améliorer la durabilité et la résilience des bâtiments au niveau national, et comment les différents niveaux de gouvernement assurent la cohérence des politiques via des mécanismes de reporting, de traçage et de suivi des politiques. Il visait démontrer qu'en dépit de ressources limitées, les villes disposent d'un large éventail de leviers en fonction des pouvoirs dont elles disposent pour entreprendre des actions locales, notamment en matière de marchés publics, de planification et d'incitations financières.</p>



L'événement a également cartographié les capacités des gouvernements locaux en termes de soutien existant et a montré comment les gouvernements locaux et nationaux et d'autres parties prenantes peuvent travailler ensemble pour combler les déficits de capacités.

- Salle 242A - Piste 2 : Suffisance et environnement bâti - Réduire la demande de matériaux, d'énergie et de terrains en tant qu'ajout essentiel à l'efficacité et aux énergies renouvelables <https://youtu.be/epaymHjlv2o>

La suffisance – systèmes et politiques qui réduisent ou évitent la demande d'énergie, de matériaux, de terres, d'eau et d'autres ressources naturelles – est un ajout urgent et nécessaire aux objectifs d'efficacité énergétique et d'utilisation des énergies renouvelables si le secteur du bâtiment veut atteindre les objectifs fixés. Objectifs de l'Accord de Paris. Pourtant, répondre à la demande par des mesures de suffisance a été pour l'essentiel absent de la réflexion et de l'élaboration des politiques du secteur du bâtiment. Cette séance a défini la suffisance en ce qui concerne l'environnement bâti, a sensibilisé aux mesures de suffisance qui peuvent aider le secteur à atteindre les objectifs d'atténuation des émissions de carbone tout en augmentant l'offre de logements abordables, a soulevé d'importantes implications en matière de justice climatique des modes actuels de consommation d'énergie et de matériaux, et a lancé un nouveau rapport sur les politiques et les outils de suffisance qui peuvent être adoptés dans le cadre de la percée des bâtiments.

- Salle 252B - Piste 3 : Un logement convenable pour tous - Stratégies, engagements et innovations pour des systèmes de logement équitables et durables <https://youtu.be/QLxmeuRtoTo>

L'événement s'est concentré sur le défi consistant à assurer des vagues justes et inclusives de rénovation, de rénovation et de décarbonisation des logements existants, ce qui conduit à une accessibilité et une adéquation accrues, ainsi qu'à garantir que les nouvelles constructions, en particulier dans les marchés émergents, soient durables, abordables et résilientes, en particulier pour les communautés urbaines pauvres et marginalisées.

L'événement a réuni des experts et des praticiens de différentes régions et secteurs pour approfondir la discussion sur ce qui est nécessaire pour promouvoir un logement adéquat, abordable et durable, notamment dans la perspective de stratégies à long terme et de cadres de gouvernance inclusifs ; un financement juste et inclusif de solutions de logement durables et abordables et de vagues de décarbonation ; et une innovation sociale et technique centrée sur les personnes dans la conception, la construction et la rénovation de logements pour garantir l'abordabilité et la neutralité climatique.

Les participants ont identifié des solutions, partagé leurs expériences et formulé des recommandations aux décideurs politiques. Dans le cadre de l'initiative Building Breakthrough, la discussion a guidé l'affinement des actions prioritaires pour la collaboration internationale, nous rapprochant de l'objectif de bâtiments à émissions proches de zéro et résilients comme nouvelle norme d'ici 2030. L'atelier visait également à encourager les participants à s'engager à des actions qui contribuent à un paysage de logement plus équitable, inclusif et durable.

- Salle 251 - Piste 4 : Harmoniser les politiques pour les objectifs de carbone tout au long de la vie et de construction résiliente <https://youtu.be/hunOth5d7z4>

Cette séance a souligné l'importance et l'état actuel des codes du bâtiment, des normes, des cadres d'évaluation et des programmes de certification pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux.

Il a également développé un cadre mondial sur le carbone et la résilience pour toute la vie qui définit les principes d'alignement des normes existantes et soutient leur mise en œuvre efficace.

La séance a présenté les résultats d'un exercice de cartographie visant à évaluer l'état actuel de l'alignement et la manière dont l'alignement sur les normes peut soutenir l'alignement sur les outils de notation et éclairer une politique efficace.

Il a également exploré les mesures pratiques et éprouvées que les différentes parties prenantes de la chaîne de valeur peuvent prendre pour garantir que les principes convenus à l'échelle mondiale soutiennent l'élaboration et le déploiement de codes et de normes nationaux ou infranationaux. Il visait également à créer un consensus et un engagement de la part des différents acteurs pour accélérer les efforts visant à reproduire ces approches, en mettant l'accent sur les régions où les politiques sont inexistantes, non appliquées ou manquant d'ambition et de portée.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 252A - Track 5 : Économie circulaire dans l'environnement bâti - Une solution à la triple crise planétaire <a href="https://youtu.be/ewggJ8Vwf5E">https://youtu.be/ewggJ8Vwf5E</a></li> </ul> <p>L'utilisation du modèle circulaire peut apporter des avantages aux décideurs politiques et au monde des affaires tout en répondant avec succès à la crise climatique, à la perte de la nature et aux inégalités croissantes au sein de l'environnement bâti.</p> <p>L'événement visait à sensibiliser à l'importance de la circularité dans l'environnement bâti, à relever les défis liés au développement des politiques et du marché et à présenter des solutions évolutives à ces défis. Il a introduit trois actions clés pour la percée des bâtiments ; des outils et des approches pour aider les gouvernements et autres parties prenantes à prendre des mesures vers la circularité.</p> <p>Il est essentiel de comprendre le rôle que joue l'économie circulaire dans la résolution de la triple crise planétaire. La première étape consiste à comprendre l'état actuel de l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment et de la construction. Ceci est important afin d'intensifier l'élaboration de politiques et l'utilisation de solutions circulaires afin de proposer des voies spécifiques à chaque pays et d'identifier les tendances qui peuvent être abordées grâce à des approches évolutives pour l'adoption de la circularité.</p> <p>Des outils de cadre d'évaluation pour aider les pays à évaluer la circularité du secteur de l'environnement bâti à différents niveaux ont été présentés au cours de cette session.</p>
11h45 – 12h15	Pause café et réseautage
12h15 - 13h30	<p>Séances thématiques : Round 2</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242B - Piste 1 : Faire progresser la décarbonisation des bâtiments et l'adaptation au climat grâce à la planification urbaine <a href="https://youtu.be/i6D-nDr0EY8">https://youtu.be/i6D-nDr0EY8</a></li> </ul> <p>Cette séance a présenté et discuté de certaines des solutions innovantes et efficaces que les urbanistes et les décideurs politiques peuvent adopter pour réduire les émissions de l'environnement bâti (opérationnelles et incorporées) ; mieux adapter les villes aux effets du changement climatique (tels que l'effet d'îlot de chaleur, les crues soudaines et les sécheresses) et améliorer la qualité de vie dans les villes. Il a discuté du potentiel d'atténuation des différents modèles et politiques de planification urbaine, de la dichotomie entre la planification urbaine formelle et informelle et des différentes approches dans le Nord et le Sud.</p> <p>Il a exploré dans quelle mesure la planification urbaine combine les approches des friches vertes et des friches industrielles, et quelles sont les morphologies urbaines les plus durables (basse/haute hauteur ; densité ; pourcentage d'espaces ouverts). En outre, il pourrait être bénéfique d'envisager de favoriser la collaboration entre ces régions afin de renforcer les efforts d'adaptation et d'atténuation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242A- Track 2 : Les bâtiments efficaces, acteurs clés du système énergétique <a href="https://youtu.be/eP-C4cVpF2Y">https://youtu.be/eP-C4cVpF2Y</a></li> </ul> <p>L'événement a couvert les sujets suivants :</p> <p>L'intégration des bâtiments dans des systèmes électriques et thermiques intelligents et bas carbone. Il visait à obtenir un engagement des fournisseurs d'énergie pour relever les défis posés par la demande croissante d'électricité, l'intermittence des énergies renouvelables et l'augmentation du nombre de ressources énergétiques distribuées. Cet engagement inclut la définition de règles communes et l'accent mis sur le caractère critique du travail collectif. L'événement comprenait l'annonce d'un « club collaboratif » dédié à l'avancement de l'intégration des bâtiments dans les réseaux à faible émission de carbone.</p> <p>Le deuxième domaine d'intérêt de l'événement portait sur l'électrification des bâtiments, explorant les interactions dynamiques entre les utilisateurs finaux et les sources renouvelables. L'événement visait à garantir que les opérateurs reconnaissent qu'un avenir durable exige des mesures visant à décarboner l'offre et à réduire stratégiquement la demande. Participer à des discussions approfondies sur des sujets clés : la flexibilité et le déploiement du photovoltaïque sur les toits, en examinant l'équilibre complexe entre l'autoconsommation et l'intégration au réseau ; le rôle de l'intégration des systèmes électriques et thermiques pour assurer la résilience et l'équilibre.</p> <p>Explorez également le thème Net Zero, dans lequel le secteur immobilier s'engage à apporter une contribution supplémentaire au paysage énergétique durable.</p>

- Salle 252B - Piste 3 : Financer des bâtiments verts pour le développement durable - Comment les banques de développement peuvent intensifier leurs actions <https://youtu.be/k4tiRr8E7JK>

Cette séance a duré 15 minutes de plus. Elle s'est terminée par un événement spécifique sur le PEEB

Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'investissement annuel dans les bâtiments économes en énergie doit être multiplié par six d'ici 2050, passant de 240 milliards de dollars en 2018 à 1 600 milliards de dollars en 2050, pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. Il est donc nécessaire de mobiliser et d'augmenter les financements, provenant de sources publiques et privées, et de créer des conditions favorables et des incitations pour l'investissement et l'innovation dans les bâtiments écologiques.

Les banques de développement peuvent jouer un rôle de catalyseur dans le financement du développement durable par le biais de bâtiments, en fournissant financement, expertise et leadership, ainsi qu'en exploitant et en mobilisant d'autres sources de financement, telles que les investisseurs du secteur privé, les fonds multilatéraux et les gouvernements nationaux. Ils peuvent également soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de normes et de réglementations qui promeuvent et facilitent les pratiques et les marchés de construction écologiques.

- Salle 251 - Piste 4 : Décarboner les bâtiments, tirer parti du pouvoir des pouvoirs publics approvisionnement [https://youtu.be/Ew\\_vSTsbyjM](https://youtu.be/Ew_vSTsbyjM)

Cet événement a réuni des représentants des agences des Nations Unies, des gouvernements nationaux et locaux, des entités du secteur des affaires, des partenaires de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction, des représentants des syndicats et des travailleurs, ainsi que du One Planet Network, pour explorer les voies et opportunités critiques pour décarboner l'environnement bâti en tirant parti du pouvoir des marchés publics, amplifiant ainsi la demande de bâtiments à émissions nettes nulles et résilients, de matériaux de construction et de technologies énergétiques propres et créant les conditions propices à la transformation du marché.

Plus spécifiquement, les agences des Nations Unies – PNUE, UNOPS, ONUDI – se sont réunies pour souligner le rôle clé que jouent les gouvernements nationaux et locaux pour faire preuve de leadership et amplifier/ exploiter le pouvoir de la demande publique dans la décarbonisation de l'environnement bâti, en inspirant l'innovation du marché et les changements dans pratiques tout au long de la chaîne de valeur.

Ils ont souligné l'importance d'élever le niveau d'ambition grâce à des partenariats et des initiatives internationales qui soutiennent des engagements concrets et leur mise en œuvre avec l'accès aux outils, le partage des connaissances, le renforcement des capacités et la coopération technique. Les organisations gouvernementales nationales et locales ont été invitées à partager les meilleures pratiques grâce auxquelles elles utilisent leur pouvoir de planification et d'achat pour accroître la performance environnementale/carbone des bâtiments publics tout en garantissant qu'ils fournissent des services efficaces et contribuent à générer des résultats économiques et sociaux tout aussi positifs, mais aussi les défis auxquels ils sont confrontés pour adapter ou développer des politiques et pratiques de marchés publics ayant des impacts mesurables sur le carbone opérationnel et incorporé. Les entités/organisations du secteur des entreprises ont partagé leur expérience et leur point de vue en mettant l'accent sur l'importance de cadres et de signaux cohérents, de besoins et d'opportunités pour soutenir la préparation au marché et l'impact social. La nécessité de renforcer les capacités dans les secteurs public et privé a été discutée plus en détail.

- Salle 252A- Piste 5 : Décarboner les matériaux de construction : ciment, acier, briques, vitrages, isolation <https://youtu.be/xVwN2aF9Eqc>

Le but de cette session était d'informer les participants des efforts et des engagements existants en faveur de la décarbonisation, de partager des exemples de solutions nécessaires (par exemple, l'électricité et l'hydrogène) et de sensibiliser à l'importance de la demande de matériaux fabriqués avec une faible empreinte carbone. adopter une approche neutre en termes de matériaux et axée sur la performance carbone finale des bâtiments. La session visait également à donner un aperçu des initiatives publiques et privées qui stimulent la demande de produits bas carbone (IDDI, FMC, Climate Group) et de bâtiments bas carbone. L'événement a également abordé le rôle clé de la finance pour financer la transformation (à la fois de l'offre et de la demande), ainsi que la nécessité de mieux partager les risques des investissements entre les parties prenantes concernées.

13h30 - 14h30	Pause déjeuner, exposition, networking
14h30 - 15h45	<p>Séances thématiques : Round 3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242B - Piste 1 : Libérer le potentiel du patrimoine et du bâti existant environnement pour accélérer l'atténuation sectorielle du climat, l'adaptation et le renforcement des capacités <a href="https://youtu.be/Lx93W7uBmu8">https://youtu.be/Lx93W7uBmu8</a></li> </ul> <p>Cette séance a démontré pourquoi l'environnement bâti historique et autochtone existant, ainsi que les connaissances qu'il contient, doivent être au cœur de la mise en œuvre des recommandations prioritaires de Buildings Breakthrough.</p> <p>Les approches sectorielles de l'action climatique dans l'environnement bâti ont été dominées par les pratiques industrielles, les produits et les marchés des pays du Nord et par l'accent mis sur les nouvelles constructions et technologies. Cela a négligé les connaissances essentielles issues de l'histoire et des pratiques autochtones, le potentiel inhérent de renforcement des capacités sociétales du patrimoine culturel et le puissant potentiel climatique de l'environnement bâti existant.</p> <p>Deux voies principales pour accélérer l'action climatique sectorielle ont été proposées en libérant le potentiel du patrimoine et de l'environnement bâti existant : l'efficacité de la réutilisation et de la rénovation, en particulier dans les zones développées, et l'utilisation et le développement des connaissances traditionnelles et autochtones, en particulier dans les zones où une croissance rapide est prévue.</p> <p>Il a montré comment l'environnement bâti historique peut non seulement être une source d'atténuation et d'adaptation efficaces et rapides ainsi que de solutions innovantes, robustes et justes ; mais peut également soutenir l'adoption rapide de politiques et de pratiques efficaces dans le secteur du bâtiment par les individus, les organisations et les communautés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242A - Axe 2 : Conception passive pour le refroidissement et le chauffage : Bâtiments résilients <a href="https://youtu.be/DTXTdf-J_Eo">https://youtu.be/DTXTdf-J_Eo</a></li> </ul> <p>L'objectif de cette séance était la conception passive en tant que mesure efficace et nécessaire pour réduire les besoins de chauffage et de climatisation des bâtiments. Bien que les principes de conception passive soient connus comme un concept général, ils ne sont pas suffisamment compris ni mis en œuvre. Les avantages sont trop souvent négligés et ne sont pas mis en œuvre dans les pratiques générales de construction. Pour aider à relever le défi de l'établissement et du déploiement de pratiques de conception passive et d'efficacité énergétique, cet événement a résumé l'importance, les potentiels et les avantages de la conception passive pour le chauffage et le refroidissement, notamment en matière de décarbonation, de résilience, de santé et de pauvreté.</p> <p>L'événement a également fourni des exemples d'approches de conception passive visant à réduire la demande de refroidissement et de chauffage. Allant de techniques passives peu coûteuses et faciles à mettre en œuvre à des concepts et normes de construction très efficaces.</p> <p>L'événement a également discuté des mécanismes efficaces pour soutenir l'adoption et l'échelle de la conception passive, tels que le renforcement des capacités, les outils politiques et les mécanismes financiers.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 252B - Piste 3 : Actifs et bâtiments assurables dans un climat en changement <a href="https://youtu.be/mZ5bXVLevYc">https://youtu.be/mZ5bXVLevYc</a></li> </ul> <p>Le changement climatique ayant un impact croissant sur le secteur du bâtiment et de la construction, les institutions financières sont confrontées à de nouveaux défis majeurs pour renforcer leur résilience et s'adapter à ces nouvelles conditions. Les intempéries extrêmes s'accompagnent de pertes financières considérables pour les assureurs et les propriétaires d'immeubles (investisseurs institutionnels, banques et citoyens). Les coûts sont élevés, notamment les réparations, la dégradation, voire la destruction de l'environnement bâti, ce qui peut transformer les bâtiments en actifs bloqués. Les compagnies d'assurance sont confrontées à des demandes d'indemnisation de plus en plus importantes, ce qui peut affecter leur rentabilité à long terme et avoir un impact sur la durabilité du secteur du bâtiment et de la construction. Cet atelier a exploré comment les institutions financières et d'assurance adaptent de nouveaux mécanismes (assurance publique, assurance privée, assurance PPP) à cette réalité changeante et comment les institutions financières intègrent l'adaptation et la résilience dans leurs stratégies d'investissement. L'événement mis en lumière le rôle clé que peuvent jouer l'adaptation et la résilience dans la gestion des bâtiments et du secteur de la construction face aux risques climatiques.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 251 - Piste 4 : Données et cycle de vie complet <a href="https://youtu.be/ue7Z67BWrTo">https://youtu.be/ue7Z67BWrTo</a></li> </ul> <p>Cet événement a abordé la nécessité de disposer de données cohérentes et robustes pour éclairer une vision globale du cycle de vie des bâtiments mises à la disposition des décideurs de tous les secteurs concernés. Si les données sont considérées comme un facteur clé par presque toutes les parties prenantes impliquées dans la décarbonation de l'environnement bâti, elles sont interprétées et comprises différemment selon les secteurs et les personnes.</p> <p>La disponibilité, la qualité et l'accessibilité des données sont souvent limitées et inégales selon les pays et les régions. Les données doivent être standardisées pour permettre la comparabilité et l'interopérabilité entre les technologies. L'événement a fourni un aperçu des données dans l'environnement bâti, à travers un discours d'ouverture, suivi d'une table ronde. Après le panel, la session lancé les 10 actions et le passeport bâtiment CAPSA du GlobalABC Data Hub</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 252A - Axe 5 : Accélérer l'utilisation du bois et des matériaux biosourcés pour décarboner les bâtiments <a href="https://youtu.be/1FrsaNXOvw">https://youtu.be/1FrsaNXOvw</a></li> </ul> <p>Généraliser l'utilisation de matériaux à faible émission de carbone pour réduire radicalement le carbone intrinsèque des bâtiments est une priorité urgente. Le bois et les matériaux d'origine biologique constituent une partie importante de la solution pour trois raisons : le carbone est séquestré au fur et à mesure de leur croissance ; ils peuvent être remplacés par des matériaux à plus forte intensité de carbone ; et ils peuvent stocker du carbone pendant de longues périodes.</p> <p>Les matériaux d'origine biologique utilisés dans la construction constituent une technologie éprouvée et très rentable de captage et de stockage du carbone naturel.</p> <p>Le coût monétaire du carbone est appelé à augmenter rapidement grâce à l'introduction de taxes sur le carbone et d'autres systèmes de tarification du carbone, et la valeur de l'élimination et du stockage du carbone augmentera à mesure que la demande augmentera. Par conséquent, l'augmentation de l'utilisation du bois et d'autres matériaux d'origine biologique pour la construction peut également accroître la valeur économique des forêts et attirer des investissements supplémentaires dans leur gestion et leur expansion durables grâce à un boisement et un reboisement appropriés, créant ainsi de multiples avantages socio-économiques et environnementaux.</p> <p>Les forêts sont une ressource précieuse pour les populations, la nature et le stockage du carbone à l'échelle mondiale. Pour que les avantages liés à l'augmentation de l'utilisation du bois dans la construction soient pleinement exploités et que les risques potentiels pour le climat et la nature soient atténués, il est essentiel d'établir un ensemble de principes et d'approches garantissant qu'il s'agit d'une solution holistique et véritablement durable. Il est essentiel de centrer la gestion durable des forêts pour atteindre ces résultats.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amphithéâtre - Conférences sur les bâtiments durables : inspirées par l'architecture <a href="https://youtu.be/6vf-YiixL_E">https://youtu.be/6vf-YiixL_E</a></li> </ul>
15h45 – 16h15	Pause café et réseautage
16h15-17h30	<p>Séances thématiques : Round 4</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242B - Piste 1 : Emplois décents dans un climat en changement : Compétences et renforcement des capacités pour une transition inclusive et juste <a href="https://youtu.be/4JKg3tVvKHY0">https://youtu.be/4JKg3tVvKHY0</a></li> </ul> <p>La session s'est concentrée sur les compétences dans le secteur du bâtiment sous différents angles et abordera les défis actuels et les approches concrètes pour un impact positif.</p> <p>La transformation du secteur du bâtiment pose de nombreux défis complexes, notamment en ce qui concerne le développement d'une main-d'œuvre qualifiée. Pour que les emplois verts dans le secteur du bâtiment soient attrayants, en particulier parmi les jeunes, des politiques solides sont nécessaires pour améliorer la protection et les conditions des travailleurs, relever les défis de la pénurie de compétences et inclure les communautés marginalisées.</p> <p>Les décideurs politiques doivent remédier à la pénurie actuelle de compétences en investissant dans des politiques, des réglementations et des programmes de développement de la main-d'œuvre inclusifs.</p> <p>Les travailleurs et les communautés doivent être au cœur de la transition, et la mise en œuvre de mesures de protection climatique et sociale dans le secteur du bâtiment est essentielle à cette transformation.</p> <p>L'écologisation du secteur et des compétences des travailleurs englobe des mesures de protection sociale qui sont essentielles pour garantir une transition énergétique juste et propre. pour éviter les perdants et les gagnants dans la transition. S'il n'y a pas d'adhésion des travailleurs et des communautés locales et si les considérations d'équité sont laissées de côté, la transition générera davantage d'inégalités.</p>

	<p>L'événement comprenait une table ronde sur les sujets suivants : l'état actuel des pénuries de compétences dans le secteur du bâtiment et les défis liés à l'adoption d'une approche juste et inclusive pour combler cette lacune ; Les impacts de la transition du secteur du bâtiment sur la main-d'œuvre actuelle et les meilleures pratiques pour aborder un développement de la main-d'œuvre qui soit juste et inclusif ; Collaboration avec les partenaires sociaux, les autorités locales, les villes et les entrepreneurs en électricité, dans l'identification, la définition et la conception de nouveaux ensembles de compétences, de programmes et de qualifications pour répondre à la demande d'emplois verts, anticiper les besoins en compétences et surmonter l'inadéquation des compétences existantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 242A - Piste 2 : Équipements pour le chauffage et le refroidissement durables : comment accélérer le déploiement ? <a href="https://youtu.be/-EAUFwB2aXE">https://youtu.be/-EAUFwB2aXE</a></li> </ul> <p>L'événement visait à faire progresser les connaissances mondiales sur les équipements disponibles pour un chauffage et un refroidissement propres et efficaces dans les bâtiments. Elle a débuté par un discours préparé conjointement par l'Agence internationale des énergies renouvelables et l'Agence internationale de l'énergie, soulignant l'inadéquation entre les solutions disponibles et leur déploiement.</p> <p>L'objectif de la séance était de permettre au public de mieux comprendre comment l'innovation dans l'exploitation intelligente des technologies disponibles pour le chauffage et le refroidissement – des applications résidentielles aux applications de chauffage urbain – peut contribuer à décarboner le parc immobilier tout en résolvant les problèmes des systèmes électriques. L'intégration du système fera de l'électrification efficace du chauffage et du refroidissement une solution gagnant-gagnant, car elle permettra de lutter contre la congestion du réseau, les pics de charge et les coûts d'infrastructure élevés, réduisant ainsi à la fois les factures énergétiques et les impacts environnementaux.</p> <p>S'appuyant sur une vue d'ensemble des solutions disponibles, les leaders du secteur ont mis en évidence les opportunités et les défis du déploiement de solutions et ont identifié le cadre politique nécessaire pour un déploiement plus rapide.</p> <p>L'accent a été mis sur le résultat positif de l'intégration des secteurs du chauffage/refroidissement et de l'électricité afin d'établir des solutions complètes pour les utilisateurs finaux, économiquement attractives pour les acteurs du marché.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 252B - Piste 3 : Financements privés soutenant la transition carboneutre pour les bâtiments <a href="https://youtu.be/cHO09RiNwAI">https://youtu.be/cHO09RiNwAI</a></li> </ul> <p>Cette session visait à soutenir les efforts visant à intensifier le financement privé pour faire progresser la transition Net Zero du secteur du bâtiment et de la construction (résidentiel et commercial) dans différentes régions. Les institutions financières (banques et propriétaires et gestionnaires d'actifs) impliquées dans les immeubles résidentiels et commerciaux ont discuté des principaux défis et opportunités. Ils ont également fourni des exemples et précisé ce qui est attendu des décideurs politiques et d'autres acteurs pour faire avancer ces efforts. Les intervenants discuteront également de questions clés lors d'une table ronde modérée. Nous attendons des messages clairs adressés aux gouvernements et aux autres parties prenantes concernées, susceptibles d'accélérer le financement privé pour soutenir la transition vers la carboneutralité dans les bâtiments.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 251 - Piste 4 : Réaliser des bâtiments résilients au climat <a href="https://youtu.be/-i58DhKf_vQ">https://youtu.be/-i58DhKf_vQ</a></li> </ul> <p>Alors que les risques liés au changement climatique deviennent plus fréquents et plus intenses, des bâtiments résilients sont essentiels. Cette séance a examiné les approches actuelles pour réaliser des bâtiments résilients au climat, identifié les lacunes actuelles dans les outils et les moteurs de déploiement et déterminé les actions nécessaires pour faire des bâtiments résilients au climat la nouvelle norme. L'accent a été mis sur les codes de construction et l'analyse comparative de la résilience en tant qu'outils fondamentaux et mécanismes nécessaires pour soutenir leur déploiement efficace. La séance s'est concentrée sur des principes communs pour stimuler le progrès, des mesures pour aider à mesurer et suivre le succès, et a mis en évidence les étapes nécessaires pour répondre aux recommandations en matière de résilience identifiées dans le Buildings Breakthrough.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 252A - Track 5 : Solutions et défis pour l'innovation numérique pour conduire la réduction des émissions de carbone tout au long de la vie <a href="https://youtu.be/8UxVVhWVujY">https://youtu.be/8UxVVhWVujY</a></li> </ul> <p>Cet événement a discuté des outils et technologies numériques disponibles qui tiennent compte des émissions de carbone tout au long de la vie et a défini les besoins et les objectifs de R&amp;I pour accélérer et généraliser les solutions respectives. Il a encouragé la collaboration entre les parties prenantes pour faire avancer le débat et le déploiement de solutions.</p> <p>La première partie de l'événement a permis de mieux comprendre les défis et les solutions pour limiter les émissions de carbone tout au long de la vie dans l'environnement bâti, tandis que la table ronde de haut niveau a identifié comment les décideurs politiques, les fournisseurs de construction et de technologie peuvent combler le fossé entre la recherche et l'application. afin d'accélérer le déploiement des innovations nouvelles et existantes.</p>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amphithéâtre : rénovation du parc immobilier mondial à grande échelle <a href="https://youtu.be/sbK0cAwDdcQ">https://youtu.be/sbK0cAwDdcQ</a></li> </ul> <p>Comment accélérer la rénovation des bâtiments existants pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique ?</p> <p>La session a présenté des approches de rénovation en profondeur pratiques, éprouvées et évolutives, démontrant leur succès dans l'amélioration des performances des bâtiments jusqu'à atteindre des normes proches de zéro. Des exemples de bonnes pratiques de rénovation de bâtiments, présentés comme un produit attrayant, ont démontré comment elles peuvent être directement mises en œuvre par des acteurs du marché engagés pour garantir un déploiement rapide.</p> <p>Des initiatives innovantes ont relevé des défis tels que les coûts élevés, les problèmes de qualité et les pénuries de main-d'œuvre qualifiée en se concentrant sur des rénovations faciles, rapides, abordables et de haute qualité. La clé de ce succès réside dans l'engagement des décideurs politiques, des équipes d'accélération du marché et des entreprises, qui adaptent des stratégies spécifiques à chaque pays pour des rénovations évolutives tout en tenant compte des besoins uniques de chaque pays.</p> <p>L'objectif de la session était d'informer, d'inspirer et de faciliter l'échange d'idées à travers des présentations, des études de cas et une table ronde avec questions et réponses, intégrant diverses perspectives mondiales.</p> <p>La séance a également exploré des exemples réussis qui relèvent le défi consistant à atteindre rapidement des émissions proches de zéro et à créer un parc immobilier existant résilient au climat.</p> <p>Les participants ont découvert les stratégies existantes et la mise en œuvre de mesures de validation de principe entraînant d'importantes économies d'énergie, une réduction des émissions de carbone et des avantages sociaux, tout en améliorant la performance globale du bâtiment grâce à des solutions de rénovation évolutives.</p>
Réunions spéciales à huis clos (en parallèle des séances thématiques)	
11h00 – 12h30	Salle 241 - Union pour la Méditerranée
13h00 – 14h15	Salle 241 - Table ronde des PDG d'entreprises
14h30 – 16h00	Salle 241 - Table ronde des gouvernements locaux
Jour de fermeture 1	
17h30 – 18h30	Cocktail de bienvenue

VENDREDI 8 MARS 2024 – JOURNÉE DU DIALOGUE MINISTÉRIEL	
8h00	Café de bienvenue
Plénières parallèles	
9h00-10h30	<p>Réunion ministérielle (accès réservé)</p> <p>Approbation de la Déclaration de Chaillot : Ensemble pour la mise en œuvre La déclaration ministérielle vise à créer un dynamisme dans la collaboration et l'engagement internationaux, tant de la part des gouvernements que des acteurs étatiques et non étatiques du secteur du bâtiment et de la construction.</p> <p>Sous la présidence de Guillaume Kasbarian, ministre délégué au Logement auprès du ministre de la Transition écologique, la réunion ministérielle rassemble tous les chefs de délégation des Etats présents, ainsi que Mathias Cormann, secrétaire général de l'OCDE.</p>
9h30-10h30	<p>Plénière des parties prenantes <a href="https://youtu.be/clp2VUn1CJM">https://youtu.be/clp2VUn1CJM</a></p> <p>Cet événement plénière a consolidé l'action et l'ambition du 7 mars. Il résume les messages clés et les points à retenir, reflétant l'engagement actif de toutes les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement. La session a souligné la collaboration renforcée au sein de la chaîne d'approvisionnement et offre une plate-forme pour discuter des défis et des opportunités dans la progression vers un bâtiment proche de zéro.</p>
Séance plénière	
11h00-12h00	<p>Séance plénière sur l'engagement mondial <a href="https://youtu.be/AMya-JjoZBk">https://youtu.be/AMya-JjoZBk</a></p> <p>Traduction simultanée anglais/français</p> <p>La « Séance plénière sur l'engagement mondial » au Forum mondial sur les bâtiments et le climat a dévoilé la « Déclaration de Chaillot » et lancé les actions prioritaires de Révolution Bâtiments. Cette session a mis en lumière les engagements des parties prenantes tout au long de la chaîne d'approvisionnement et le pouvoir des collaborations internationales pour atteindre un bâtiment proche de zéro. Il a également annoncé des engagements collectifs de groupes de parties prenantes clés de l'ensemble de la chaîne de valeur.</p>
12h15-13h30	Pause déjeuner et réseautage
13h00 - 13h30	<p>Discussions sur les bâtiments durables : marchés publics olympiques <a href="https://youtu.be/jx-j8seQ2v0">https://youtu.be/jx-j8seQ2v0</a></p> <p>Traduction simultanée anglais/français</p> <p>Nicolas Ferrand, PDG Solideo Ouvrages Olympiques.</p>



## Dialogues de haut niveau : la voie à suivre

13h30 – 14h45 Séances parallèles réunissant des ministres et des représentants de haut niveau d'entreprises, d'organisations internationales et d'ONG.

Thèmes :

- Salle 252A - Thème 1 : Rénovation <https://youtu.be/viX1vrA8xqs>  
Le rapport 2023 sur l'état de l'action climatique du World Resources Institute identifie que les taux de rénovation existants restent en deçà de ceux nécessaires pour soutenir la transition du secteur. Cet événement de dialogue de haut niveau a réuni des ministres, des dirigeants municipaux et des principaux acteurs de l'industrie pour approfondir les stratégies de mise à l'échelle de la rénovation. Les conférenciers ont exploré : l'analyse de rentabilisation de la rénovation, le rôle des marchés du carbone et l'opportunité de maximiser la durée de vie de nos actifs bâtis existants.
- Salle 251 - Thème 2 : Nouveaux Bâtiments <https://youtu.be/8V2lq4pEjAA>  
Alors que 80 % de la croissance de la surface des bâtiments d'ici 2030 devrait se produire dans les économies émergentes et en développement (AIE, 2023), ce dialogue a exploré le rôle que jouent les nouveaux bâtiments dans le soutien d'un développement résilient et à faibles émissions de carbone. L'événement a présenté le contexte des pays émergents et en développement, s'est penché sur les stratégies visant à atteindre des bâtiments résilients et à zéro émission, et sur la manière dont les marchés publics et privés peuvent conduire ce changement. Discussion sur l'analyse de rentabilisation des bâtiments résilients et proches de zéro, leurs avantages sociaux et les moyens de réduire les coûts à l'aide de solutions low-tech.
- Salle 252B - Thème 3 : Logement <https://youtu.be/9zQi4hwcalY>  
Le changement climatique met en évidence le rôle fondamental que joue le « logement » dans la fourniture d'un abri aux personnes. Conscient de cela, le programme d'adaptation de Charm-El-Cheikh fixe comme objectif « 1 milliard de personnes bénéficient d'une meilleure conception, d'une meilleure construction et d'un meilleur accès au financement pour vivre dans des logements décents et sûrs ». Cet événement a réuni des ministères, des dirigeants municipaux et des acteurs non étatiques de premier plan pour explorer les catalyseurs nécessaires pour rendre les logements résilients et à faibles émissions de carbone abordables et accessibles à tous. L'événement a porté sur les programmes de financement évolutifs et les opportunités du financement mixte.
- Salle 242A - Thème 4 : Chauffage et refroidissement de conception passive <https://youtu.be/i1GB5Y72BO0>  
Les bâtiments représentent plus de 34 % de la demande énergétique et environ 37 % des émissions de CO2 liées à l'énergie. L'AIE a montré que les bâtiments offrent 40 % des solutions nécessaires pour doubler les améliorations de l'intensité énergétique d'ici 2030, comme les pays l'ont convenu dans le cadre du consensus des Émirats arabes unis. Cet événement ministériel a exploré les principales opportunités pour réduire la demande énergétique croissante du secteur du bâtiment. La session a exploré : - Déballage des principes de conception passive et des principales technologies de chauffage/refroidissement.  
- Mise à l'échelle des solutions de conception passive  
- Mise à l'échelle des technologies clés de chauffage et de refroidissement  
- Le rôle des feuilles de route politiques/réglementaires pour guider la transition.  
- Le rôle de la collaboration internationale pour accélérer la transition.
- Salle 242B - Thème 5 : Adaptation / Résilience <https://youtu.be/TxdgvGePLcc>  
Ce dialogue de haut niveau a réuni des ministres, des dirigeants municipaux et des acteurs non étatiques pour explorer des stratégies clés pour intégrer l'adaptation et la résilience dans la conception et la planification des environnements urbains. Le dialogue a exploré l'intégration des risques physiques du changement climatique dans la planification urbaine et la prise de décision en matière d'investissement. L'événement s'est également penché sur la planification de l'adaptation des villes et des bâtiments existants.

14h45 – 15h15 Pause café et réseautage

15h15 – 16h30	<p>Séances parallèles réunissant des ministres et des représentants de haut niveau d'entreprises, d'organisations internationales et d'ONG. • Salle 252A - Thème 1 :</p> <p>Feuilles de route et NDC <a href="https://youtu.be/ITreF583JKc">https://youtu.be/ITreF583JKc</a></p> <p>Alors que les pays cherchent à définir leurs contributions déterminées au niveau national avant la COP30, ce dialogue s'est concentré sur la manière dont les pays peuvent être le fer de lance de la décarbonation du secteur du bâtiment en établissant des feuilles de route visionnaires. L'événement a exploré le rôle des feuilles de route dans la fourniture de voies crédibles de mise en œuvre des CDN et l'opportunité qu'elles présentent pour catalyser une action intersectorielle autour d'une direction et d'un rythme unifiés de transition.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salle 251 - Thème 2 : Finance / Acceptabilité <a href="https://youtu.be/lag4UmiyNsM">https://youtu.be/lag4UmiyNsM</a> Ce dialogue a approfondi les aspects financiers de la construction et de l'immobilier en relation avec les objectifs de l'Accord de Paris. Il a exploré comment aligner les contributions de ces secteurs et aligner les systèmes et flux financiers sur l'Accord de Paris. La discussion a également porté sur les stratégies visant à garantir que les flux financiers soient compatibles avec un développement de bâtiments à faibles émissions et résilients au climat. L'événement a examiné les besoins financiers pour les bâtiments quasi nuls et résilients, tant nouveaux qu'existants, et a discuté du financement public et privé. Il a également examiné les programmes financiers requis aux niveaux micro, méso et macro, ainsi que les stratégies visant à garantir l'adhésion tout en équilibrant les préoccupations financières immédiates avec les objectifs environnementaux à long terme.</li> <li>• Salle 242B - Thème 3 : Partenariat et chaîne de valeur <a href="https://youtu.be/nmtf9jPRWc4">https://youtu.be/nmtf9jPRWc4</a> Alors qu'une vision commune du rythme et de l'orientation des transitions sectorielles commence à émerger au niveau régional, tous les acteurs se rendent compte qu'une collaboration radicale – tout au long de la chaîne de valeur et en partenariat avec les pays – est essentielle pour débloquer l'action. Aucun acteur ne peut y parvenir seul. Ce dialogue a mis en lumière certaines des principales plateformes de collaboration et leur rôle dans la facilitation de la « confiance » entre tous les acteurs. L'événement a examiné comment ces collaborations peuvent contribuer à donner aux pays la confiance nécessaire pour renforcer leurs ambitions dans les CDN.</li> <li>• Salle 242A - Thème 4 : Régulation <a href="https://youtu.be/K_aY4FV3Qbs">https://youtu.be/K_aY4FV3Qbs</a> Réunissant les régulateurs nationaux et les décideurs politiques des villes aux côtés des chefs d'entreprise et de l'industrie, ce dialogue de haut niveau a exploré l'opportunité que présentent ces leviers en « plaçant la barre plus haut » et en « uniformisant les règles du jeu » pour tous les acteurs. L'événement mettra en lumière la réglementation et les politiques existantes en matière de carbone tout au long de la vie et de résilience. L'événement a réfléchi aux catalyseurs nécessaires pour soutenir l'établissement et la mise en œuvre de codes du bâtiment dans les pays en développement.</li> <li>• Salle 252B - Thème 5 : Coopération internationale - Buildings Breakthrough <a href="https://youtu.be/GIT14qPzq0U">https://youtu.be/GIT14qPzq0U</a> Suite au lancement réussi du programme Buildings Breakthrough lors de la COP28, ce dialogue de haut niveau a mis en lumière l'opportunité cruciale que représente la « collaboration internationale » pour débloquer la transition vers des bâtiments résilients et proches de zéro. L'événement a amené réunir les ministres et les acteurs non étatiques et mettre en lumière les plans émergents pour les actions prioritaires du secteur.</li> </ul>
16h30 – 16h40	Pause café et réseautage
16h40 - 17h20	<p>Plénière de clôture <a href="https://youtu.be/SivzGQTyJU">https://youtu.be/SivzGQTyJU</a></p> <p><b>Traduction simultanée anglais/français</b></p> <p>Construisons notre avenir : de Paris à Belém</p> <p>Cette plénière de clôture de haut niveau a réfléchi aux réalisations du premier Forum mondial sur les bâtiments et le climat et a ouvert la voie à la transition des secteurs vers la COP30 à Belém, au Brésil.</p> <p>Ligia Noronha, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Chef du Programme des Nations Unies pour l'environnement, bureaux de New York      Fatih Birol, directeur exécutif, AIE      Bertrand Walckenaer, directeur adjoint AFD, France      Michal Mlynár, Sous-Secrétaire général et Directeur exécutif par intérim, ONU-Habitat      Jader Barbalho Filho, Ministre des Villes du Brésil      Christophe Béchu, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, France</p>





# ANNEXES



## DÉCLARATION DE CHAILLOT

### Déclaration ministérielle

### Forum mondial sur les bâtiments et le climat

Vue d'ensemble - Ne fait pas partie de la déclaration

Les 7 et 8 mars 2024, le gouvernement français et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ont organisé le premier Forum mondial Bâtiments et Climat dédié à la décarbonisation et à la résilience climatique des bâtiments.

La déclaration ministérielle vise à créer une dynamique en faveur de la décarbonation des bâtiments et de la résilience climatique en renforçant la collaboration internationale et en appelant à des engagements de la part des gouvernements et des acteurs étatiques et non étatiques des secteurs du bâtiment et de la construction.

La déclaration ministérielle est divisée en 7 parties :

- 1- Une revue des textes et déclarations internationales contribuant aux objectifs de transition du secteur ;
- 2- Un examen des questions identifiées dans divers rapports d'organisations internationales ;
- 3- Une reconnaissance du contexte spécifique de chaque pays et du rôle des bâtiments et de la construction dans les politiques climatiques ;
- 4- L'expression d'inquiétudes face à l'écart grandissant entre la trajectoire souhaitée et la situation actuelle et les risques encouragés ;
- 5- Une reconnaissance des principes à poursuivre en matière d'urbanisme et de construction pour aligner ce secteur sur les objectifs de l'Accord de Paris ;
- 6- Un engagement en faveur de stratégies, de politiques et de mesures visant à mettre en œuvre ces principes ;
- 7- Une décision sur la collaboration internationale et des appels à l'action.


# DÉCLARATION MONDIALE SUR LES BÂTIMENTS ET LE CLIMAT

Nous, ministres réunis à Paris, France - les 7 et 8 mars 2024 - pour le premier "Forum Mondial Bâtiments et Climat", et appelant à de nouvelles adhésions

[Textes et déclarations approuvés au niveau multilatéral].

## 1. Rappelons

- 1.1. La Résolution 70/1 « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » de l'Assemblée générale des Nations Unies du 25 septembre 2015.
- 1.2. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), adoptée à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992.
- 1.3. L'accord de Paris adopté lors de la COP21 à Paris, en France, le 12 décembre 2015.
- 1.4. Le nouvel agenda urbain - adopté lors de la conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito, en Équateur, le 20 octobre 2016, et approuvé par la résolution 71/256 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 23 décembre 2016.
- 1.5. La résolution 76/300 de l'Assemblée générale des Nations Unies - adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 juillet 2022 - « Le droit à un environnement propre, sain et durable ».
- 1.6. La Déclaration universelle des droits de l'homme, et en particulier son article 25, qui reconnaît que le logement adéquat fait partie du droit à un niveau de vie suffisant.
- 1.7. Le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 - adopté lors de la troisième conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon, le 18 mars 2015.
- 1.8. L'amendement au protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone - adopté lors de la 28e réunion des parties au protocole de Montréal à Kigali, Rwanda, le 15 octobre 2016. Décision XXVIII/1.
- 1.9. Le cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal adopté par décision 15/4 lors de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique à Montréal, Canada, le 19 décembre 2022.
- 1.10. Le premier bilan mondial - Décision 1/CMA.5 adoptée lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique COP28 à Dubaï, Émirats arabes unis, le 13 décembre 2023.



1.11. L'engagement mondial en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et, plus particulièrement, l'engagement de travailler ensemble pour doubler collectivement le taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'environ 2 % à plus de 4 % chaque année jusqu'en 2030.

1.12. Le Partenariat de Marrakech pour le chemin d'action climatique mondial pour les établissements humains - lancé le 29 juillet 2021 avec les champions du climat pour aider les parties à la Convention Cadres des Nations Unies sur les Changements Climatiques et les organisations de la chaîne de valeur du bâtiment à identifier les actions nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

1.13. Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et en particulier son récent sixième rapport d'évaluation (GIEC-AR6).

1.14. Les travaux du Partenariat des leaders pour les forêts et le climat (FCLP) et en particulier sa déclaration certifiée par l'Initiative pour l'écologisation de la construction avec du bois durable le 6 décembre 2023 lors de la 28ème conférence

des parties de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique.


[Faits publiés par des organisations internationales]

## 2. Réception des accusés

2.1. Le secteur du bâtiment et de la construction est responsable de plus de 34 % de la demande d'énergie et d'environ 37 % des émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie (soit 21 % des émissions totales de gaz à effet de serre, c'est-à-dire environ 12 GtCO<sub>2</sub>) au niveau mondial. Ces émissions résultant à la fois de la consommation d'énergie, dont 9 % sont liées à la combustion et 19 % à la consommation d'électricité ou de réseau, et de l'utilisation de matériaux de construction, qui représentent 9 % supplémentaires.

2.2. Au cours des dernières décennies, les bâtiments ont été de plus en plus exposés aux risques liés au climat. Les prévisions internationales annoncent une intensification de ces phénomènes : les vagues de chaleur, exacerbées dans les villes en raison de l'effet d'îlot de chaleur urbain, toucheront environ 1,6 milliard de personnes, qu'elles soumettront à des températures extrêmement élevées. ; l'élévation du niveau des mers exposera 800 millions de personnes dans plus de 570 villes aux inondations côtières d'ici à 2050 ; les vents plus forts et les fortes pluies, qui entraînent des inondations et sont responsables de 47 % des catastrophes liées aux conditions météorologiques, peuvent provoquer des contaminations, des défaillances structurelles et l'effondrement des bâtiments. Ces risques liés au climat affecteront davantage les pays et les villes des pays en développement et, par conséquent, aggraveront les inégalités entre les régions.

Compte tenu de la longue durée de vie des bâtiments, les bâtiments existants et les nouvelles constructions doivent être adaptés aux conditions climatiques locales prévues jusqu'en 2100, conformément aux rapports élaborés par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).



2.3. Selon les tendances économiques mondiales actuelles, la demande mondiale de matières premières devrait presque doubler d'ici 2060, les matériaux de construction étant appelés à dominer. L'extraction de la plupart des contenus minéraux dans les matériaux de construction repose sur des méthodes à forte intensité énergétique qui ont des conséquences néfastes sur l'environnement et les communautés locales. Ces pratiques contribuent à la perte de biodiversité et à la pénurie d'eau. La transformation, la production et le transport des matériaux de construction sont également à l'origine d'une quantité importante d'émissions et de produits chimiques polluants qui portent négativement sur la biodiversité et la santé humaine. Parallèlement, 100 milliards de tonnes de déchets sont générés chaque année par les processus de construction, de démolition et de rénovation ; la plupart des matériaux sont gaspillés à la fin de la phase d'utilisation de ces processus, et environ 35 % sont mis en décharge.


2.4. 55 % de la population mondiale vit actuellement dans les zones urbaines. Ce chiffre devrait passer à 68 % d'ici 2050. La combinaison de l'exode rural et de la croissance démographique globale pourrait faire en sorte que 2,5 milliards de personnes supplémentaires vivent dans des zones urbaines d'ici à 2050. Cette évolution affectera particulièrement les pays en développement, où les villes ne disposent souvent pas des capacités et des ressources nécessaires pour faire face à la croissance attendue de manière durable et sans incidence sur le climat.

2.5. D'ici 2060, la surface de plancher couverte par le secteur du bâtiment doublera au niveau mondial, ce qui représente plus de 230 milliards de m<sup>2</sup> pour la construction de nouveaux bâtiments. Elle pourrait tripler sur le continent africain et même probablement quadrupler dans les pays en voie d'urbanisation rapide.

2.6. Selon ONU-Habitat, on estime que les différentes formes d'inadéquation du logement touchent plus de 1,6 milliard de personnes dans le monde, dont près de 1,1 milliard de résidents dans des bidonvilles et des implantations informelles. Avec l'augmentation de la population mondiale, la demande de logements et de bâtiments va continuer à croître. Cette demande, combinée aux effets du climat, aggrave les multiples défis auxquels est confronté le secteur du logement au niveau mondial : pénurie de logements, absence ou mal-logement, accès à un logement adéquat, durable et abordable, pauvreté énergétique et manque d'accès aux services de base, augmentation des établissements informels et exposition aux risques et à la vulnérabilité.

2.7. La raréfaction des ressources naturelles et l'impact des aléas climatiques entraîneront également d'importants mouvements de population, augmentant la demande en bâtiments et les besoins d'adaptation, au risque d'exacerber les inégalités sociales et la précarité.

2.8. 158 pays font référence aux politiques du secteur du bâtiment et de la construction dans leurs contributions déterminantes au niveau national (CDN) pour 2021 dans le cadre de l'Accord de Paris. En 2021, 79 pays sur 196 (40 %) disposaient de codes de l'énergie pour les bâtiments qui étaient soit obligatoires pour au moins une partie du parc immobilier, soit assortis d'une composante volontaire. Malgré cela, seuls 26 % des pays disposaient de codes obligatoires pour l'ensemble du secteur du bâtiment, une partie d'entre eux présentant des incertitudes en matière de conformité.



[La situation nationale et le secteur de la construction]

### 3. Reconnaissances

3.1. Le secteur du bâtiment est difficile à décarboner en raison de la complexité de sa chaîne de valeur et de l'interdépendance de ses parties. Ce secteur doit améliorer considérablement son action et permettre une vision commune, une coordination, une coopération et une confiance mutuelle.

3.2. Les situations différentes des pays en termes de parc immobilier existant et de nécessité de construire de nouveaux logements et bâtiments, de capacités financières, techniques et de main-d'œuvre, de disponibilité des matériaux, et le besoin urgent de logements et de bâtiments efficaces sur le plan énergétique, adapté au climat et résilients.

3.3. Le rôle central du secteur du bâtiment dans la réduction des émissions de GES et l'importance de l'adaptation des établissements humains.

3.4. La nécessité de mettre en œuvre des politiques et des actions saines pour éviter les effets de verrouillage :

- de réduire radicalement et exclusivement les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants et nouveaux ;
- pour améliorer l'absorption et le stockage du carbone dans l'environnement urbain ;
- adapter les bâtiments existants et nouveaux au changement climatique actuel et futur.

[Lacunes et risques]

### 4. Sommes préoccupées par


4.1. L'écart qui se creuse actuellement entre la performance énergétique et climatique réelle du secteur du bâtiment et la voie nécessaire pour parvenir à sa décarbonisation et à sa résilience, ce qui fait que le secteur reste à la traîne car les améliorations sont dépassées par l'expansion rapide de la surface de plancher ;

4.2. Le volume insuffisant de rénovation de bâtiments et de construction de bâtiments biens durables ;

4.3. Les investissements dans de nouveaux systèmes de chauffage et de refroidissement à forte intensité de carbone, qui enferment des solutions non durables pendant leur cycle de vie prévu et entraînent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, malgré l'existence de solutions de remplacement sans carbone et économiquement avantageuses ;

4.4. La surexploitation des ressources naturelles pour la production de matériaux de construction, qui peut être un facteur important de perte de biodiversité et de dégradation de l'environnement en général ;





4.5. La poursuite des investissements et de la construction dans des zones expose aux risques climatiques et dans de nouveaux bâtiments à forte intensité de carbone qui mettent en péril le bien-être et la santé des habitants, la résilience des villes et la stabilité économique à long terme du secteur de l'immobilier ;

4.6. La nécessité d'augmenter les flux financiers, tant privés que publics, pour répondre aux besoins et aux exigences de la construction, de la rénovation et de l'adaptation durables des bâtiments, en particulier dans les pays en développement.

[Objectifs]

#### 5. Réception des accusés

L'importance d'accélérer la transition vers un secteur du bâtiment cohérent avec les objectifs à long terme de l'UE. objectifs à long terme de l'accord l'Accord de Paris en 2015, le pacte climatique de Glasgow en 2021, le plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh en 2022 et les résultats du premier bilan mondial en 2023, et de maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main ;

Cette transition devrait être mise en œuvre ou encouragée, selon le cas, en tenant compte de la répartition nationale des compétences entre les pays, au moyen des objectifs opérationnels suivants :

5.1. Planification : élaboration des politiques intégrées de planification urbaine visant à faire progresser la résilience, l'efficacité et la suffisance pour tous les bâtiments, espaces urbains, quartiers et habitants à tous les niveaux (national, régional et local), notamment par le biais de :

[Résilience]

(5.1.1.) Construire uniquement dans des zones appropriées, ou avec des mesures d'adaptation adéquates, afin de réduire l'exposition aux risques liés au climat et à la nature, tels que les niveaux et les variations extrêmes de température, tout en provoquant de contribuer aux îlots de chaleur urbains, aux crues soudaines et aux inondations ;

[Actifs existants]

(5.1.2.) Minimiser l'imperméabilisation des sols et l'étalement urbain, la perte de terres naturelles et de surface en donnant la priorité à la régénération urbaine et à la réutilisation des friches industrielles ;

[Nature]

(5.1.3.) Sauvegarder et améliorer la biodiversité et la santé des sols, ainsi que renforcer la résilience, l'adaptation, et la santé et le bien-être humains grâce à une approche intégrée fondée sur des infrastructures vertes et bleues et des solutions basées sur la nature ;



[Ville/urbanisme]

(5.1.4.) Promouvoir des espaces denses, socialement et fonctionnellement mixtes, des quartiers inclusifs et qualitativement bien intégrés, notamment pour améliorer la mobilité durable ;

[Intégration urbaine]

(5.1.5.) Prendre en considération les interactions entre les bâtiments, les quartiers, les espaces urbains et leur contexte au cours des phases de planification, de construction et de gestion.

5.2. Construction/réaménagement : Planifier, concevoir, construire, exploiter et gérer des bâtiments durables, culturellement, fonctionnellement, socialement et économiquement adaptés au climat, économes en ressources, sans émissions, sains, sûrs, flexibles et résilients, grâce à une approche fondée sur l'ensemble du cycle de vie, notamment par :

[Résilience]

(5.2.1.) Anticiper, se préparer et s'adapter à l'évolution des conditions climatiques, aux risques naturels et aux phénomènes météorologiques extrêmes ;

[Actifs existants]

(5.2.2.) Donner la priorité à la réutilisation, au réaménagement et à la rénovation des bâtiments et infrastructures existantes afin de minimiser l'utilisation des ressources non renouvelables, de maximiser l'efficacité énergétique et de parvenir à la neutralité climatique, à la durabilité et à la sécurité, en mettant particulièrement l'accent sur les bâtiments les moins performants ;

[Performances passives]

(5.2.3.) Donner la priorité à la conception globale intégrée, à la modernisation des structures et des enveloppes des bâtiments et à la cohérence entre la conception, la construction et l'exploitation afin de garantir l'efficacité énergétique et un environnement intérieur sain par des moyens passifs et, si nécessaire, en n'installant que des systèmes, des équipements et des appareils à haute efficacité énergétique ;

[Matériel]

(5.2.4.) Donner la priorité aux actifs sur site, au recyclage et à l'utilisation en fin de vie, aux matériaux, produits et composants locaux, durables, bio/géosorcés, à faible teneur en carbone et à haut rendement énergétique, garantissant un entretien et une réparation faciles pour prolonger la durée de vie, conforme aux principes de l'économie circulaire, de l'écoconception, de la suffisance et de la prévention des déchets, améliorant le bilan carbone par le stockage et l'absorption dans les matériaux de construction ;



[Électrification]

(5.2.5.) Accélérer l'électrification des bâtiments afin de réduire les émissions directes et les polluants conventionnels ;

[Chantier de construction]

(5.2.6.) Réduire au minimum la consommation d'eau et d'énergie, les déchets et la pollution générée, ainsi que la perte de biodiversité sur les chantiers de construction ;

[Énergie et gaz réfrigérant]

(5.2.7.) Utiliser les sources d'énergie à émissions nulles/faibles pour les services du bâtiment (c'est-à-dire le chauffage, le refroidissement, la ventilation, l'éclairage, etc.), notamment la production d'énergie renouvelable sur place, la limitation de la compensation et la réduction des fuites de gaz et de HFC lors de l'utilisation et des rejets dans l'air lors de l'élimination de l'équipement ;

(5.2.8.) Améliorer la flexibilité de la demande d'énergie, développer des réseaux locaux à différents niveaux pour optimiser les ressources renouvelables, et promouvoir les comportements et la planification en matière d'économie d'énergie, y compris la suffisance, le cas échéant.

[Voies, politiques et mesures nationales]


6. S'engager à

Établir et mettre en œuvre, en cohérence avec l'accord de Paris et ses objectifs, des voies de décarbonisation et de résilience inclusives pour les bâtiments à tous les niveaux, en tenant compte des objectifs opérationnels énoncés ci-dessus (point 5) et en mettant en œuvre les politiques et mesures nationales, le cas échéant et applicables compte tenu de la répartition nationale des compétences des pays, nécessaires pour atteindre ces derniers, telles que :

6.1. Mettre en œuvre des feuilles de route et des cadres réglementaires à long terme, des codes de construction et d'énergie obligatoires pour tous les bâtiments, ou soutenir l'adoption de ces codes au niveau infranational ; exiger une conception globale intégrée ;

6.2. Mettre en œuvre un cadre financier approprié, y compris des incitations financières et fiscales et des outils réglementaires tels que des taxonomies, afin d'augmenter considérablement le nombre de bâtiments abordables à émissions quasi nulles et résilients au changement climatique et d'éliminer progressivement le financement des bâtiments émetteurs et non résilients ;

6.3. Faire progresser et promouvoir l'adoption de normes, de labels et de certifications dans le secteur du bâtiment et de la construction ou soutenir l'adoption de ces normes, labels et certifications au niveau infranational ;

- 
- 6.4. Montrer l'exemple en adoptant des politiques ambitieuses en matière de marchés publics, en accordant une attention particulière aux marchés publics de construction ;
- 6.5. Promouvoir la production, le développement et l'utilisation de matériaux de construction à faible émission de carbone et d'origine durable à des coûts abordables ;
- 6.6. Promouvoir les chaînes de valeur collaboratives, ainsi que la recherche et le développement de solutions innovantes, durables, abordables, rentables et saines, en particulier pour les industries conventionnelles et difficiles à abattre, en renforçant l'approvisionnement local en solutions traditionnelles appropriées de faible technicité ;
- 6.7. Améliorer les compétences et le renforcement des capacités à tous les niveaux, notamment en renforçant le savoir-faire local et en veillant à ce que les conditions de travail soient protégées et améliorées par les stratégies d'atténuation et d'adaptation ;
- 6.8. Développer une gouvernance à plusieurs niveaux, une coordination entre les différentes parties prenantes et une approche participative pour garantir une mise en œuvre, une coordination et une conformité appropriée ;
- 6.9. Développer des outils et des cadres réglementaires pour collecter et partager les meilleures pratiques et les données géographiques, énergétiques et environnementales nécessaires à une prise de décision efficace ;
- 6.10. Partagez les meilleures pratiques pour renforcer la sensibilisation et plaider en faveur du choix durable.


[Collaboration internationale]

7. Tenant compte de l'interconnexion et de l'interdépendance de tous les pays en ce qui concerne le changement climatique, qui exige une action urgente et concertée pour réduire les émissions et atténuer les conséquences, ainsi que de la nécessité d'une coopération mondiale, régionale et bilatérale, et reconnaissant la nécessité d'une action mondiale pour aligner le système et les flux financiers sur l'objectif de l'Accord de Paris, s'engagent à :

7.1. Poursuivre les efforts visant à impliquer toutes les parties impliquées notamment de la chaîne de valeur des bâtiments afin de renforcer la coopération à tous les niveaux et entre eux, par le biais de l'assistance technique, du transfert de technologies, de l'amélioration des flux financiers et des cadres pour le relèvement des ambitions et la transformation du marché, et promouvoir le soutien aux pays en développement.

Par conséquent, nous :

(7.1.1.) Encourageons les forums internationaux tels que le G7, le G20, le G77 et les COP de la CCNUCC, les organismes multilatéraux et les IFI à se pencher spécifiquement sur la question en utilisant des groupes de travail spécialisés, et à mieux prendre en compte les besoins en matière de construction durable, le potentiel d'atténuation et les besoins d'adaptation du secteur de l'immobilier, du logement et de la construction ;



(7.1.2.) Encourageons toutes les parties à impliquer de la chaîne de valeur des bâtiments à s'engager immédiatement et à améliorer leur action pour permettre les changements nécessaires à tous les niveaux, et à collaborer dans le cadre d'initiatives telles que Buildings Percée ;

(7.1.3.) Reconnaissons le rôle important de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction, dont le secrétariat est hébergé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, en tant que plateforme de premier plan permettant aux gouvernements de collaborer à la décarbonisation et à la résilience des bâtiments.

7.2. Créer un "Conseil intergouvernemental pour les bâtiments et le climat" réunissant les gouvernements, facilité par l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction, afin d'échanger des idées, de partager les, d'aborder les obstacles, de formuler des recommandations, de discuter de suivi et d'évaluer la mise en œuvre de la présente déclaration et, pour les parties concernées, d'autres initiatives, recommandations et plans d'action intergouvernementaux. Ce conseil intergouvernemental se réunira:

- Deux fois par an en ligne, au niveau de la haute administration, pour s'informer des dernières actualités et évolutions dans chaque pays et pour partager des informations et partager des expériences sur les politiques et les pratiques ;
- Annuellement, au niveau ministériel, à l'occasion d'un événement international (Forum urbain mondial, CCNUCC-COP, UNEA, etc.) ; - Si possible, tous les trois ans, avec les parties participant, dans le cadre d'un "Forum Mondial Bâtiments et le Climat".

[Remerciements]

8. Nous remercions sincèrement le gouvernement français d'avoir rendu possible la tenue du « Forum Mondial Bâtiments et le Climat », d'avoir eu l'amabilité de l'accueillir et de le faciliter, ainsi que de s'être engagé gracieusement et d'avoir joué un rôle de premier plan pour assurer le succès de cet événement.



## BÂTIMENTS DE PERCÉE : PRIORITÉ ACTIONS INTERNATIONALES POUR 2024-2025

1. Ce document présente les actions internationales prioritaires pour 2024 dans le cadre de la percée des bâtiments, en réponse aux recommandations du rapport [Breakthrough Agenda 2023](#), de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) et des Champions d'action de haut niveau des Nations Unies (UN HLAC). Ces actions prioritaires ont été développées en collaboration par les pays participant aux initiatives Buildings Breakthrough et leaders. Ils cherchent à s'appuyer sur l'ensemble des travaux importants et plus vastes en cours et prévus dans le paysage international, notamment dans le cadre de la réponse internationale au Bilan mondial et à l'appui du programme de travail d'atténuation, en renforçant la collaboration internationale dans des domaines spécifiques où, ce faisant, nous pouvons accélérer les progrès vers notre objectif commun de percée en matière de bâtiments :

pour que « les bâtiments à émissions proches de zéro et résilients deviennent la nouvelle norme d'ici 2030 ».

2. Notant que chaque pays aura sa propre voie nationale pour décarboner les secteurs clés et sa propre approche pour rivaliser pour les futures opportunités du marché des technologies propres, et avec la pleine reconnaissance des nombreuses et excellentes activités et partenariats internationaux plus larges déjà en cours, nous avons l'intention de donner la priorité à nos efforts internationaux. faire progresser les actions et projets internationaux prioritaires spécifiques énumérés ci-dessous.

3. Les progrès réalisés dans ces actions en 2024 seront suivis dans le prochain rapport Breakthrough Agenda de l'AIE, de l'IRENA et de l'UN HLAC (le chapitre sur les bâtiments doit être aligné sur le rapport annuel sur la situation mondiale des bâtiments et des constructions-bâtiments GSR de GlobalABC), discuté dans le cadre du Dialogues révolutionnaires sur les bâtiments codirigés par la France et le Maroc, examinés lors de la Conférence ministérielle sur l'énergie propre (CEM) et la Mission Innovation ministérielle (MI) dans le contexte de l'accord de partenariat CEM-MI-Breakthrough Agenda, et rapportés lors de la 29e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) ainsi qu'un ensemble actualisé d'actions internationales prioritaires pour les bâtiments en 2025.

4. Afin de mettre en œuvre l'engagement du Programme de percée lancé par 45 dirigeants mondiaux lors de la COP26, et désormais soutenu par 57 gouvernements, sont présentées ci-dessous les actions internationales prioritaires mises de l'avant par chaque pays et gouvernement, en fonction de leurs priorités nationales :

Priorité Action internationale	Comment cela sera réalisé	Partenaires coordonnateurs	Gouvernements collaborateurs
<p>Recommandation du rapport Breakthrough Agenda : <a href="#">Les gouvernements devraient travailler ensemble</a> pour harmoniser et améliorer les <a href="#">définitions</a> et la <a href="#">nomenclature</a> des bâtiments à émissions proches de zéro et résilients ainsi que leurs performances. Les pays devraient œuvrer à l'harmonisation <a href="#">des évaluations du carbone tout au long de la vie</a>, au développement <a href="#">d'évaluations de la résilience</a> et à l'alignement <a href="#">des systèmes de certification</a> avec des exigences proches de zéro et résilientes. L'harmonisation devrait permettre la flexibilité nécessaire pour s'adapter à <a href="#">différents contextes régionaux</a> et devrait être soutenue par l'établissement de mécanismes, de plates-formes et de formats internationaux partagés pour le <a href="#">partage de données</a> sur les meilleurs projets à émissions proches de zéro et résilients.</p>			
<p><b>B1. Normes et Attestation :</b></p> <p>Développer les définitions et les évaluations pour émission proche de zéro et bâtiments résilients (NZERB) et identifier les voies de mise en œuvre en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- travailler à l'établissement d'un cadre modèle de transparence d'ici la COP29 ;</li> <li>- travailler à l'établissement d'un modèle de mesure cadres pour aligner le carbone tout au long de la vie évaluations et évaluations de la résilience d'ici la COP30 ;</li> <li>- développer des principes pour aligner les normes actuelles et programmes de certification avec les NZERBS</li> </ul>	<p>En tenant compte des différentes zones/contextes climatiques, en soutenant les initiatives, les partenaires et les pays, nous entendons collaborer pour :</p> <p>D'ici la COP 29,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• élaborer une feuille de route pour aligner Principes des NZERB et exigences minimales associées pour définir un Cadre de transparence modèle NZERB ;</li> <li>• cartographier les cadres de mesure existants pour soutenir l'établissement de modèles de mesure des cadres pour bilans carbone tout au long de la vie et pour évaluations de la résilience respectivement ;</li> </ul> <p>D'ici la COP30,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• développer des cadres de mesure modèles, un pour les évaluations du carbone tout au long de la vie (décrivant toutes les portées des émissions) et un pour la résilience évaluations respectivement ;</li> <li>• faciliter la mise en place d'un plateforme partagée pour le partage de données sur les meilleurs projets régionaux, conformément aux principes et critères du NZERB</li> </ul>	<p>Organisations/initiatives :</p> <p>MondeGBC*</p> <p>WBCSD</p> <p>C40</p> <p>CRREM</p> <p>OCDE</p> <p>RICS</p> <p>GBPN construit un bilan net zéro :</p> <p>Mobiliser l'action politique Soutien à la coordination de GlobalABC à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-groupe de travail du Materials Hub sur la Whole Life Cycle Policy Coalition (WLCP.Co)</li> <li>• Mesures, données et Centre d'informations</li> <li>• Centre de résilience</li> <li>• Pôle de transformation du marché</li> </ul> <p>* BuildingLife, Advancing Net Zero, WLC Metrics Paper, UE</p> <p>Groupe de travail sur la taxonomie, via des initiatives dirigées par GBC (par exemple au Royaume-Uni et aux Pays-Bas), un guide sur la résilience, un projet INDICATE, etc.</p>	<p>Arménie</p> <p>Canada</p> <p>Côte d'Ivoire</p> <p>Allemagne (BMWBS)</p> <p>Japon</p> <p>France</p> <p>Finlande</p> <p>Sénégal</p> <p>Les Pays-Bas</p> <p>Etats-Unis</p> <p>Avec le soutien de la CE</p>

Priorité Action internationale	Comment cela sera réalisé	Partenaires coordonnateurs	Gouvernements collaborateurs
<p>Recommandation du rapport Breakthrough Agenda : <a href="#">Les gouvernements</a> devraient créer et renforcer conjointement <a href="#">leurs engagements en matière d'approvisionnement</a> pour des bâtiments à émissions proches de zéro et résilients, ainsi que rejoindre <a href="#">les alliances d'approvisionnement existantes (matériaux à faible émission de carbone)</a>. Les pays devraient s'efforcer d'établir de nouveaux engagements communs sur le déploiement <a href="#">d'un chauffage et d'une climatisation propres et efficaces</a>. les technologies.</p>			
<p><b>B2. Création de demande</b></p> <p>Renforcer les alliances existantes en matière d'approvisionnement à faible intensité de carbone dans les secteurs public et privé et des engagements pour approvisionnement « bâtiment entier » et « pièce par pièce » ; et partager les meilleures pratiques d'achats, définir un modèle minimum</p> <p>exigences techniques et établir une « politique de montrer l'exemple » pour l'approvisionnement et le déploiement du NZERB dans l'ensemble des bâtiments occupés par le gouvernement.</p>	<p>Les initiatives pertinentes, les partenaires et les principaux gouvernements travaillant par le partage des connaissances et en s'appuyant sur les données existantes visent à soutenir :</p> <p>D'ici la COP 29,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• développer une justification fondée sur des preuves sur les avantages de l'achat de NZERB</li> <li>• développer une cartographie qualitative des alliances existantes en matière d'approvisionnement en bâtiments et en matériaux à faible émission de carbone, y compris une analyse des lacunes ;</li> <li>• Promouvoir les engagements existants en matière de technologies propres efficaces/à faibles émissions de carbone.</li> </ul> <p>technologies de chauffage et de refroidissement ou établir de nouveaux engagements communs si nécessaire.</p> <p>D'ici la COP30,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• travailler sur un cadre de soutien permettant aux pays et aux autorités locales de mettre en place une politique de « donner l'exemple » en matière d'acquisition de NZERB ;</li> <li>• travailler sur un cadre de reporting simplifié pour les acteurs (y compris le secteur privé) afin de communiquer les principales caractéristiques techniques et de performance, ainsi que le coût des projets pionniers (afin de réduire les risques d'innovation)</li> <li>• partager les bonnes pratiques, autour des données et des normes, pour améliorer la mise en œuvre des politiques d'achats.</li> </ul>	<p>Organisations/initiatives :</p> <p>C40</p> <p>WBCSD</p> <p>MondeGBC*</p> <p>Construit par la nature</p> <p>BbNFund</p> <p>ONUDI IDDI</p> <p>GBPn construit un bilan net zéro : Mobiliser l'action politique</p> <p>Coordination GlobalABC</p> <p>un accompagnement à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Materials Hub (y compris IDDI, Clean Heat Forum)</li> </ul> <p>* Faire progresser le net zéro, BuildingLife, projet radical, Partenariat Built4People, Nébuleuse Projet</p>	<p>Arménie</p> <p>France</p> <p>Tunisie</p> <p>Etats-Unis</p> <p>Kenya</p>

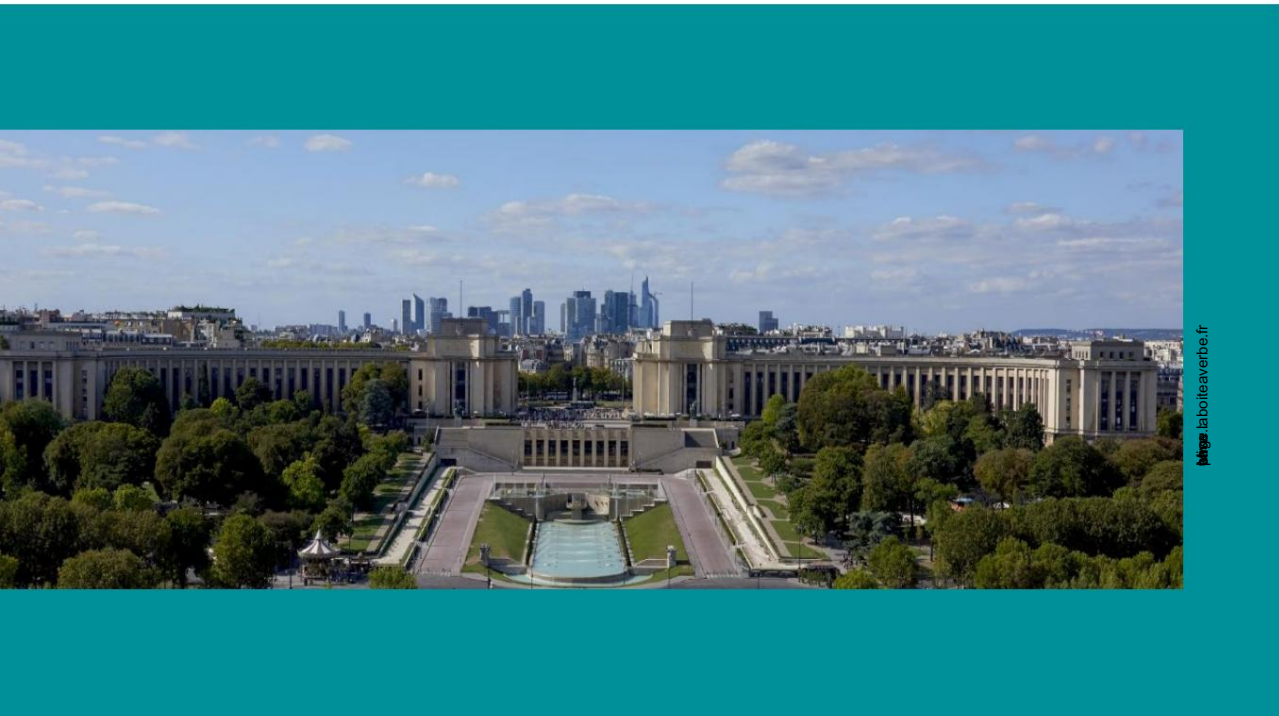


Priorité Action internationale	Comment cela sera réalisé	Partenaires coordonnateurs	Gouvernements collaborateurs
<p>Recommandation du rapport Breakthrough Agenda : Les pays devraient <b>augmenter l'ampleur du financement</b> disponible pour les projets de bâtiments à émissions proches de zéro et résilients, ainsi qu'améliorer <b>la coordination de l'aide</b> à l'avenir grâce à la création d'une <b>plateforme de mise en relation</b> dédiée à la réalisation de bâtiments à émissions proches de zéro et résilients. Cette plateforme servirait de point de contact unique <b>pour les pays émergents et en développement</b>, avec le soutien des pays donateurs, des BMD, des BND, des institutions financières et investisseurs privés, des organisations philanthropiques, des sociétés immobilières et immobilières et des partenaires d'assistance technique.</p>			
<p><b>B3. Finances et Investissement:</b></p> <p>Viser à clarifier et à amplifier l'impact du secteur financier sur l'atténuation, l'adaptation et la résilience au sein du secteur du bâtiment en continuant à accroître la disponibilité, la coordination et l'efficacité du financement pour une émission proche de zéro et des projets de bâtiments résilients, ainsi que les techniques techniques associées l'aide humanitaire, en mettant l'accent sur les pays émergents et en développement.</p>	<p>En mettant l'accent sur les pays émergents et en développement, les organisations internationales concernées, les institutions financières, les banques de développement, les partenaires et les initiatives entendent travailler avec les gouvernements collaborateurs :</p> <p>D'ici la COP29,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• élaborer une justification fondée sur des données probantes concernant les avantages du financement des NZERB ;</li> <li>• cartographier les options de financement et de réduction des risques actuellement disponibles (y compris la préparation de projets) dédiées aux bâtiments verts et résilients pour différentes régions et marchés, ainsi que les réglementations, taxonomies, certifications, etc. associées ;</li> <li>• définir des indicateurs d'évaluation du « développement et financement climat » pour les bâtiments.</li> </ul> <p>D'ici la COP30,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• évaluer la part actuelle des investissements dans les NZERB (organisés par pays/typologie) et analyser l'efficacité des programmes de financement vert/climat/mixte et partenariats pour accélérer la croissance des NZERB</li> <li>• suggérer des approches/stratégies pour développer des réserves de projets NZERB bancables afin d'augmenter considérablement la part des investissements dans les NZERB, et améliorer et coordonner le financement climatique pour des émissions proches de zéro et projets de construction résilients.</li> </ul>	<p>Organisations/initiatives :</p> <p>PEEB</p> <p>IFC</p> <p>WBCSD</p> <p>MondeGBC*</p> <p>IIGCC</p> <p>Coordination GlobalABC</p> <p>un accompagnement à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Centre financier</li> </ul> <p>*Groupe de travail sur la finance durable, GT Taxonomie ESG &amp; UE</p>	<p>Arménie</p> <p>Egypte</p> <p>France</p> <p>Allemagne (BMWK)</p> <p>Jordan</p> <p>Zambie</p>

Priorité Action internationale	Comment cela sera réalisé	Partenaires coordonnateurs	Gouvernements collaborateurs
<p>Recommandation du rapport Breakthrough Agenda : <b>Les pays et les entreprises devraient travailler ensemble</b> pour identifier <b>les lacunes en matière de connaissances</b> qui peuvent être comblées grâce à un travail conjoint et <b>aligner les priorités de RD&amp;D sur les objectifs politiques communs</b>. Les pays devraient également faciliter l'expansion des réseaux existants pour attirer de nouvelles expertises et de nouveaux membres, et travailler à travers ces réseaux pour améliorer la communication de recherches et <b>de meilleures pratiques de haute qualité</b>, et dispenser des formations pour déployer des technologies, des pratiques de construction, des outils et des modèles commerciaux innovants. à grande échelle, en utilisant <b>les projets gouvernementaux pour montrer la voie</b>.</p>			
<p><b>B4. Recherche et Déploiement:</b></p> <p>Coordonner avec pays et les entreprises doivent identifier conjointement les lacunes en matière de connaissances, partager les priorités de RD&amp;D et tirer parti des réseaux existants, et travailler à travers ceux-ci pour rassembler l'expertise et les membres supplémentaires des pays.</p> <p>Initiatives et pays devrait travailler à faire des recherches de haute qualité et des meilleures pratiques facilement accessibles au sein de ces réseaux.</p>	<p>Les organisations, partenaires et initiatives internationaux concernés ont l'intention de travailler avec les gouvernements collaborateurs à:</p> <p>D'ici la COP29,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier les priorités de recherche mondiales, régionales et locales pour combler les lacunes en matière de décarbonation et de résilience ;</li> <li>• Identifier et évaluer les technologies critiques, les innovations clés et les solutions pour répondre à la décarbonation et les écarts de résilience ;</li> </ul> <p>D'ici la COP 30,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir une connaissance généralisée parmi les décideurs politiques et le monde universitaire concernant les innovations clés et la recherche en cours à travers les réseaux existants ;</li> <li>• Faciliter et dynamiser les pays investissement dans des projets et programmes pilotes de R&amp;D (conformément aux priorités de recherche identifiées et en tirant parti des ressources et de l'expertise collectives) ;</li> <li>• Faciliter la mise en œuvre de projets pilotes public-privé, pour accroître le retour d'expérience/les leçons apprises et réduire les risques d'investissement.</li> </ul>	<p>Organisations/initiatives :</p> <p>Fondation Solar Impulse</p> <p>MondeGBC*</p> <p>C40</p> <p>Mission Innovation du CEM</p> <p>Soutien à la coordination de GlobalABC à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enseignement supérieur Réseau d'établissements</li> </ul> <p>*Partenariat Built4People, Projet Nébuleuse</p>	<p>Arménie</p> <p>Egypte</p> <p>France</p> <p>Allemagne (BMWSB)</p> <p>Japon</p> <p>Sénégal</p> <p>Les Pays-Bas</p>

Priorité Action internationale	Comment cela sera réalisé	Partenaires coordonnateurs	Gouvernements collaborateurs
<p>Recommandation du rapport Breakthrough Agenda : <b>Les pays et les entreprises</b> devraient identifier conjointement <b>les lacunes en matière de connaissances</b> et définir <b>les priorités en matière de formation et de renforcement des capacités</b>, en renforçant le rôle des <b>réseaux existants</b> pour partager les connaissances et fournir des conseils, des outils et des ressources pour renforcer les capacités dans toutes les régions. Cela implique notamment d' <b>aider les pays en développement à mettre en œuvre et à renforcer la rigueur des codes énergétiques du bâtiment</b>. Les pays devraient également travailler ensemble pour contribuer à <b>la conception des programmes d'études</b>, à la mise en œuvre de <b>programmes de formation et de cadres d'accréditation</b> afin d'améliorer la transférabilité des compétences et des qualifications et, à terme, promouvoir des pratiques de construction résilientes et proches de zéro.</p>			
<p><b>B5. Capacité et compétences :</b></p> <p>Coordonner avec les entreprises doivent identifier conjointement les priorités en matière de formation et de renforcement des capacités (y compris les capacités institutionnelles) et tirer parti des réseaux existants pour partager ressources et outils de renforcement des capacités dans toutes les régions, en mettant l'accent sur l'établissement et conformité aux codes du bâtiment (conformément aux principes et exigences du NZERB). Pays et initiatives devrait travailler pour inclure Principes et pratiques du NZERB dans les programmes des établissements d'enseignement et programmes de formation et accréditation cadres.</p>	<p>En concentrant 3 compétences prioritaires pour le développement des NZERB (codes du bâtiment ; conception intégrée ; gestion de projet et passation des marchés), les organisations, partenaires et initiatives internationales concernées ont l'intention de travailler avec les gouvernements collaborateurs pour :</p> <p>d'ici la COP29,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• cartographier les évaluations existantes des besoins en matière d'éducation et de compétences pour les bâtiments et la construction écologiques et résilients</li> <li>• impliquer les parties prenantes de la chaîne de valeur du NZERB pour exprimer les besoins clés en matière de compétences et de programmes d'études ;</li> <li>• cartographier les mécanismes mondiaux de soutien existants pour la formation et le renforcement des capacités en matière de codes/réglementations du bâtiment pour les pays en développement.</li> </ul> <p>D'ici la COP 30,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• identifier les lacunes et les priorités en matière de formation et de renforcement des capacités ;</li> <li>• identifier les actions essentielles pour adapter les outils et le soutien existants, combler les lacunes en matière de renforcement des capacités et répondre aux besoins en matière de compétences, d'aptitudes et de programmes d'études</li> </ul>	<p>Organisations/initiatives :</p> <p>CCI C40</p> <p>MondeGBC*</p> <p>WBCSD</p> <p>OCDE</p> <p>GBPN construit un bilan net zéro : Mobiliser l'action politique et GBPN : Bâtiments Sains Des vies saines Réseau GBPN</p> <p>Coordination GlobalABC un accompagnement à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enseignement supérieur Réseau d'établissements</li> </ul> <p>*BuildingLife, BuildUpon</p>	<p>Arménie</p> <p>Egypte</p> <p>France</p> <p>Ghana</p> <p>Japon</p>

<p>B6. Coordination paysagère :</p> <p>Améliorer le coordination et transparence des relations internationales collaboration sur le quasi-zéro émission et des bâtiments résilients.</p>	<p>En utilisant le cycle annuel du Breakthrough Agenda pour intégrer un processus d'examen et de mise à jour réguliers d'une carte détaillée du paysage de la collaboration internationale, en utilisant les principaux forums du secteur du bâtiment et de la construction pour identifier les lacunes et les chevauchements, explorer des solutions et éclairer les recommandations sur de nouvelles actions prioritaires pour collaboration renforcée.</p>	<p>GlobalABC en partenariat étroit avec L'équipe Breakthrough Agenda et d'autres initiatives/ partenaires de premier plan dans le secteur</p>	<p>Arménie Canada Côte d'Ivoire Egypte Finlande France Allemagne (BMW &amp; BMWSD) Ghana Japon Jordan Kenya Sénégal Les Pays-Bas Tunisie  Etats-Unis Zambie</p> <p>Avec le soutien de la CE</p>
--	---	---	---



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*